

DONNEZ-NOUS LA CHANCE DE VOUS FAIRE UNE BONNE PREMIERE IMPRESSION.

 chez **J.D.**
Le client d'abord

LE SOLEIL

POUR VOUS ABONNER:
647-3333
 Extérieur:
1-800-463-2362

LUNDI 16 NOVEMBRE 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 317
48 PAGES, 3 CAHIER + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.20 4.04

MONTREAL-OTTAWA 60c Plus TPS TVQ

50c Plus TPS TVQ

LA REGION

Incendie mortel à Saint-Georges

Un violent incendie survenu dans la nuit de samedi à dimanche a fait une victime et jeté une douzaine de personnes sur le pavé à Saint-Georges de Beauce. **A-3**

LE CANADA

Un scandale éclabousse le gouvernement Rae

Le gouvernement néo-démocrate est embarrassé en Ontario par un scandale sexuel qui a forcé le ministre du Tourisme, Peter North, à remettre sa démission. **A-3**

LE QUÉBEC

Côté étonné de l'enquête sur l'Hôtel-Dieu

Marc-Yvan Côté est surpris de l'enquête de la GRC sur des magouilles entourant le déménagement de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal à Rivière-des-Prairies. **A-6**

LE SPORT

Sundin à un match du record de Peter Stastny

En participant au pointage pour un 18^e match d'affilée samedi, Mats Sundin s'est approché à une partie du record détenu par Peter Stastny chez les Nordiques. **S-2**

LE MONDE

L'embargo contre les Serbes, une vraie passoire

Des camionneurs ont été pris la main dans le sac en transbordant du pétrole de Grèce en Serbie, transformant l'embargo en véritable passoire. **A-9**

SANTÉ PLUS

Le bruit peut détruire votre ouïe

La diminution des capacités auditives par le bruit est tellement graduelle qu'au moment où vous vous en rendez compte, le dommage est déjà fait. **B-8**

L'AUTOMOBILE

Nissan en tête pour les garanties 1993

Les fabricants nord-américains accusent toujours un retard face à la compétition asiatique en ce qui a trait à l'étendue des garanties sur leurs véhicules. **C-1**

L'EDITORIAL

Quand le bâtiment ne va pas!

La CSN vise davantage à contrer le travail au noir qu'à stimuler l'économie. Mais elle aura au moins le mérite de faire sortir Québec de sa torpeur. **A-10**

L'INDEX

Annonces classées	C-7 à C-11
Automobile	C-1 à C-6
Arts	B-3 à B-5
Bridge	C-11
Décès	C-11 et C-12
Éditorial	A-10
Horoscope	C-11
Le monde	A-8, A-9, A-11 et A-12
Où aller à Québec	B-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Santé plus	B-7 et B-8
Une Place au Soleil	B-5

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / mystère	S-14

LA MÉTÉO

Aujourd'hui: Partiellement ensoleillé. Vents OSO de 15 à 25 km/h.
 Max.: -2; min.: -7.



Demain: Nuageux avec quelques averses de neige dispersées. Vents SO de 10 à 15 km/h.
 Max.: -2; min.: -7. **S-16**



Les Nordiques achètent une agence de voyages

QUÉBEC — La plus importante opération de maillage jamais tentée dans la région de Québec est actuellement en cours. Les Nordiques de Québec sont sur le point de faire l'acquisition de la plus importante agence de voyages de la région, Voyages Du Vallon, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse les 10 millions \$.

EXCLUSIF

par J.-JACQUES SAMSON
LE SOLEIL

Les Nordiques acquerront un tiers des parts de Voyages Du Vallon. L'actuel propriétaire de

l'agence, M. Jean-Jacques Pichette, conservera 33 1/3 % des actions et le Groupe Tanguay, c'est-à-dire, MM. Maurice et Jacques Tanguay, prendrait 33 1/3 % des actions de la nouvelle compagnie.

Les Nordiques de Québec dépendent plus d'un million par année dans l'industrie du voyage. Les autres partenaires des Nordiques sont : Metro-Richelieu, Daishowa, la compagnie d'assurance La Capitale, le Fonds de Solidarité de la FTQ et Autil, regroupant les principaux actionnaires de Canam-Manac. Tous ces associés ont des intérêts directs dans l'industrie du voyage.

Un porte-parole des Nordiques de Québec a confirmé que pareille négociation était en cours. Les Nordiques voient un intérêt immédiat dans cette transaction. Ils ont aussi un excellent outil de promotion avec le réseau Radio-Mutuel et comptent sur l'appui de 68 commanditaires majeurs. Une association avec une agence de voyage permettrait de réconcilier les intérêts des deux : organiser des promotions offrant la possibilité aux amateurs de suivre l'équipe à bas prix à l'extérieur et de vanter les mérites des commanditaires.

Il s'agit d'une première dans le monde du hockey. « Les Nordiques veulent créer une nouvelle synergie, dit l'un des propriétaires de l'équipe. Nous pouvons compter sur une excellente promotion avec un réseau de radiodiffusion qui couvre tout le Québec. Nous nous rapprochons aussi de Canadien, d'Air Canada, et de Continental. »

M. Jean-Jacques Pichette, le président du Groupe Agence Voyages Du Vallon, était hier à l'extérieur de la ville et ne pouvait commenter la nouvelle.

Un chevreuil capturé en ville



Un chevreuil, dont la présence avait été signalée dans le secteur depuis samedi soir, a été capturé hier matin, vers 10h30, à l'angle des boulevards Hamel et Henri IV. Les agents de la faune du ministère des Loisirs, de la chasse et de la pêche, qui ont capturé l'animal, l'ont remis au Jardin zoologique de Québec.

Un accident ferroviaire fait au moins 11 morts en Allemagne

NORTHEIM (Allemagne) (AFP) — Un accident ferroviaire survenu tôt hier dans la gare de Northeim au centre de l'Allemagne, a fait au moins 11 morts et 52 blessés. La catastrophe a été provoquée par la perte d'un amortisseur de chocs, a annoncé un porte-parole des chemins de fer fédéraux.

L'amortisseur de chocs d'un wagon d'un train de marchandises est tombé entre les rails, provoquant le déraillement du septième wagon qui s'est alors couché sur la voie voisine. Un train de passagers qui effectuait le parcours Innsbruck (Autriche)-Copenhague et passait par la gare à 120 km/h a alors percuté de plein fouet le wagon renversé.

La locomotive de ce train de passagers a été totalement détruite sous le choc et le conducteur est décédé. Les deux premiers wagons ont déraillé, les cinq suivants se sont renversés et l'un d'eux a plongé d'un pont sur une route située à cinq mètres en contrebas. La catastrophe s'est produite à 01h30 locales.

La police a estimé qu'il faudrait jusqu'à ce matin pour dégager totalement les voies. Elle garde l'espoir de dégager d'autres blessés des décombres. Quelques 300 personnes se trouvent sur place pour participer aux secours.

Le dernier grand accident ferroviaire en Allemagne remonte à février 1990 lorsque deux trains s'étaient percutés à Ruesselheim (ouest). 17 personnes étaient décédées et 141 avaient été blessées.

Seule une dizaine de catastrophes ferroviaires sont survenues en Allemagne au cours des vingt dernières années.



Des pompiers et secouristes cherchent des survivants dans les décombres des trains qui sont entrés en collision hier matin en Allemagne.

Des condoms distribués aux détenus

MONTREAL (PC) — A partir d'aujourd'hui, les détenus de 26 pénitenciers provinciaux du Québec pourront se procurer des condoms dans les cliniques médicales des prisons.

Le gouvernement du Québec dépensera seulement 600 \$ par année pour ce projet qui vaudra l'investissement « si on peut sauver des vies », a déclaré un porte-parole du ministère de la Sécurité publique, M. Michel Roberge.

« C'est l'un des nombreux projets que nous avons mis sur pied dans nos prisons pour combattre la propagation du sida et d'autres maladies transmises sexuellement », a expliqué M. Roberge.

Des condoms sont disponibles dans les onze pénitenciers fédéraux du Québec depuis le 31 décembre dernier.

M. Roberge doute que la disponibilité des condoms dans les prisons encourage plus de détenus à se prêter à des actes homosexuels. « Je serais surpris si c'était le cas. Vous ne changez pas d'orientation sexuelle en une nuit. » C'est une mesure préventive, a-t-il ajouté.

Les détenus sont deux à trois fois plus susceptibles de contracter le virus du sida que la population vivant à l'extérieur des prisons.

Brigitte Bardot hospitalisée pour une dose excessive de tranquillisants

SAINT-TROPEZ (AFP) — Eprouvée par les difficultés de son action en faveur des animaux, l'ancienne star du cinéma français Brigitte Bardot a été prise d'un malaise après avoir absorbé une dose probablement excessive de tranquillisants mais son état n'inspire pas d'inquiétude, a-t-on appris dimanche à la clinique de la Côte d'Azur où elle a dû subir dans la nuit un lavage d'estomac.

Brigitte Bardot, 58 ans, avait été conduite d'urgence à la clinique par son mari, l'homme d'affaires Bernard d'Ormale, qu'elle a épousé secrètement en Norvège au mois d'août. Elle a pu regagner

trois heures plus tard sa villa « La Garrigue », à Saint-Tropez, un petit port de pêche des bords de la Méditerranée, très prisé des célébrités.

Un médecin de la clinique s'est voulu rassurant: « La santé de Bri-

gitte Bardot ne donne pas d'inquiétude, elle a seulement eu besoin d'un lavage d'estomac à la suite d'un malaise », a-t-il déclaré dimanche en milieu de journée devant la presse.

A Saint-Tropez, on souligne que l'actrice s'était beaucoup dépensée depuis l'été, tant pour protéger sa vie privée contre les indiscretions de la presse que pour mener à bien ce qu'elle considère comme l'oeuvre de sa vie. Bernard d'Ormale avait fait récemment confiance à des amis des tensions ressenties par sa femme depuis peu, à la suite de son activité en faveur des animaux.

Celle que la presse avait baptisée B.B. à l'époque de sa célébrité cinématographique, avait réussi à cacher pendant près de deux mois son mariage secret avec un homme de sept ans son cadet, dont la presse n'a pas tardé à mettre en relief le fait qu'il s'agissait d'un ami personnel du leader de l'extrême-droite française Jean-Marie Le Pen.

Les indiscretions autour de ses nouvelles amours -- c'est son quatrième mariage --, des photos prises au télé-objectif, l'ont engagée dans une procédure à l'encontre de certains magazines pour

« atteinte à la vie privée et violation du droit à l'image ».

Parallèlement Brigitte Bardot avait mené à bien l'acquisition au nom de la fondation qui porte son nom et reconnue d'utilité publique, d'un domaine de sept hectares au sud-ouest de Paris, dans l'intention d'y accueillir des chiens menacés d'euthanasie.

L'installation d'un premier contingent de cinquante chiens a exigé de l'actrice une recrudescence d'activité, alors qu'éclatait à Ramatuelle, près de Saint-Tropez, une affaire de moutons morts laissés à l'abandon par leur propriétaire dans un château abandonné. Le vétérinaire appelé sur place avait constaté l'absence de paille et d'eau et estimé que « les bêtes les plus faibles étaient mortes de faim ».

Là-dessus, le 11 octobre, en plein après-midi, des chasseurs ont poursuivi un sanglier sur sa propriété, jusqu'à 50 mètres de sa villa La Garrigue où elle se trouvait avec des amis. Sans désespérer, le lendemain Brigitte Bardot déposait plainte contre un voisin, organisateur de la battue.

Répliquant à toutes les atteintes aux animaux, B.B. paie d'un stress accru tous les comportements qui l'indignent.



Brigitte Bardot, dans une photo prise en septembre dernier. Son état n'inspire aucune inquiétude.

85% des Canadiens jugent les cours trop indulgentes

QUÉBEC — La très grande majorité de la population estime que les cours de justice sont trop indulgentes avec les criminels.

LE SOLEIL

En fait, un sondage Gallup mené entre le 15 et le 19 octobre auprès de 1007 personnes, démontre que 85 % des Canadiens croient que les cours ne sont pas assez durs avec les bandits.

Au Québec, le pourcentage est à peine moins élevé alors que 79 % des gens répondent que les tribunaux ne traitent pas assez sévèrement les criminels. Seulement 13 % des Canadiens et des Québécois considèrent que ceux-ci sont traités équitablement alors qu'un faible pourcentage de 3 % (au Canada anglais) et de 5 % (au Québec) trouve les tribunaux trop sévères.

Gallup signale que le nombre de citoyens qui considèrent les tribunaux trop indulgents a fait un bond de 10 % en un an et relie cette tendance à deux faits divers en Ontario: un homme qui a poignardé son ex-femme à 21 reprises et l'a tuée a été acquitté parce qu'il a plaidé la légitime défense, elle l'avait menacé avec un couteau, tandis qu'un violeur qui avait agressé une jeune fille à bord d'un train a été remis en liberté après un an et deux semaines en prison.

Le sondage mentionne par ailleurs une érosion constante dans l'opinion populaire face à cette question. En 1966, 43 % des Canadiens jugeaient les tribunaux pas assez sévères mais 29 % les trouvaient justes.

Les homosexuels lancent un appel à la tolérance

MONTREAL (PC) — Le premier Colloque québécois d'études lesbiennes et gais s'est terminé hier, à Montréal, sur fond d'appel à la tolérance non seulement aux hétérosexuels, mais aussi aux gais et lesbiennes eux-mêmes.

Traditionnellement, au Québec du moins, ces deux communautés très différentes ont eu du mal à cohabiter au sein de mêmes organismes, à militer dans les mêmes luttes sociales et à partager les acquis sans se déchirer mutuellement.

Le colloque de ce week-end, intitulé « La ville en rose - Lesbiennes et gais à Montréal: histoires, cultures, sociétés », a été organisé par des représentants des deux communautés, et la plupart des interventions de la plénière, dimanche midi, tendaient à souligner la qualité des ateliers, qui auront attiré en tout près de 700 personnes en trois jours, selon les organisateurs.

Hier, une cinquantaine de participants se sont demandé quelle forme pourrait prendre une chaire d'études gais et lesbiennes dans des universités québécoises.

Pour certains, il est essentiel que cette chaire d'études voit le jour pour rassembler les chercheurs et étoffer le corpus.

Pour d'autres, il vaut mieux « infiltrer » les départements traditionnels - sociologie, anthropologie, psychologie - pour amener ponctuellement une vision gaie et lesbienne dans les travaux de recherche de nature générale. Ce qu'un participant a appelé l'« action (politique) perverse ».

Pendant ces trois jours de colloque, les participants ont entendu des conférenciers du Québec mais aussi du reste du Canada, des Etats-Unis et d'Europe. On y a discuté sida, bien sûr - du point de vue « humain », cependant -, de sexualité, d'homophobie, de la place des gais et lesbiennes dans la culture, de militantisme, d'histoire ou de politique.

En Bref

■ Quadruple meurtre: 4 arrestations

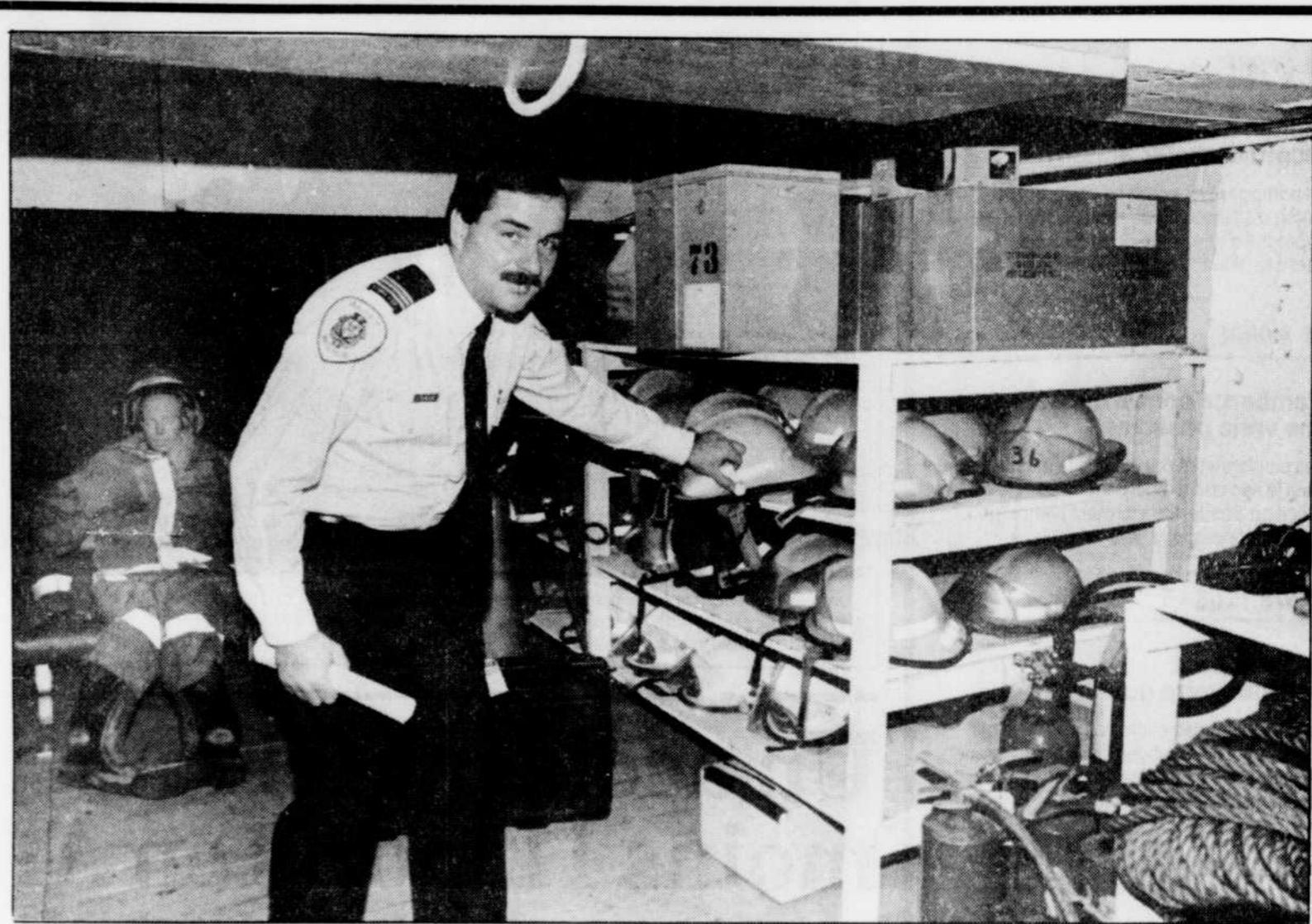
MONTREAL (PC) — Les policiers de la Sûreté du Québec ont procédé à Montréal à l'arrestation de quatre hommes dans le meurtre de quatre personnes dans un condominium de Brossard. Deux des hommes arrêtés ont aujourd'hui fait face à des accusations de meurtre tandis que les deux autres seront accusés de possession illégale d'armes. La police a aussi saisi trois mitraillettes, des silencieux et des munitions, de la drogue et environ 15000\$ en liquide. Les quatre victimes - deux femmes et deux hommes - ont été tuées lundi dernier dans leur résidence de la rive-sud de Montréal. Les accusés doivent comparaître demain au Palais de justice de Longueuil.

■ Neuf prostituées arrêtées

QUÉBEC — Neuf femmes ont été arrêtées hier soir dans le quartier St-Roch alors qu'elles effectuaient de la sollicitation pour prostitution. Cinq policiers dans des voitures identifiées et banalisées ont participé à cette opération de ratissage. Toutes seront appelées à comparaître par voie de sommation.

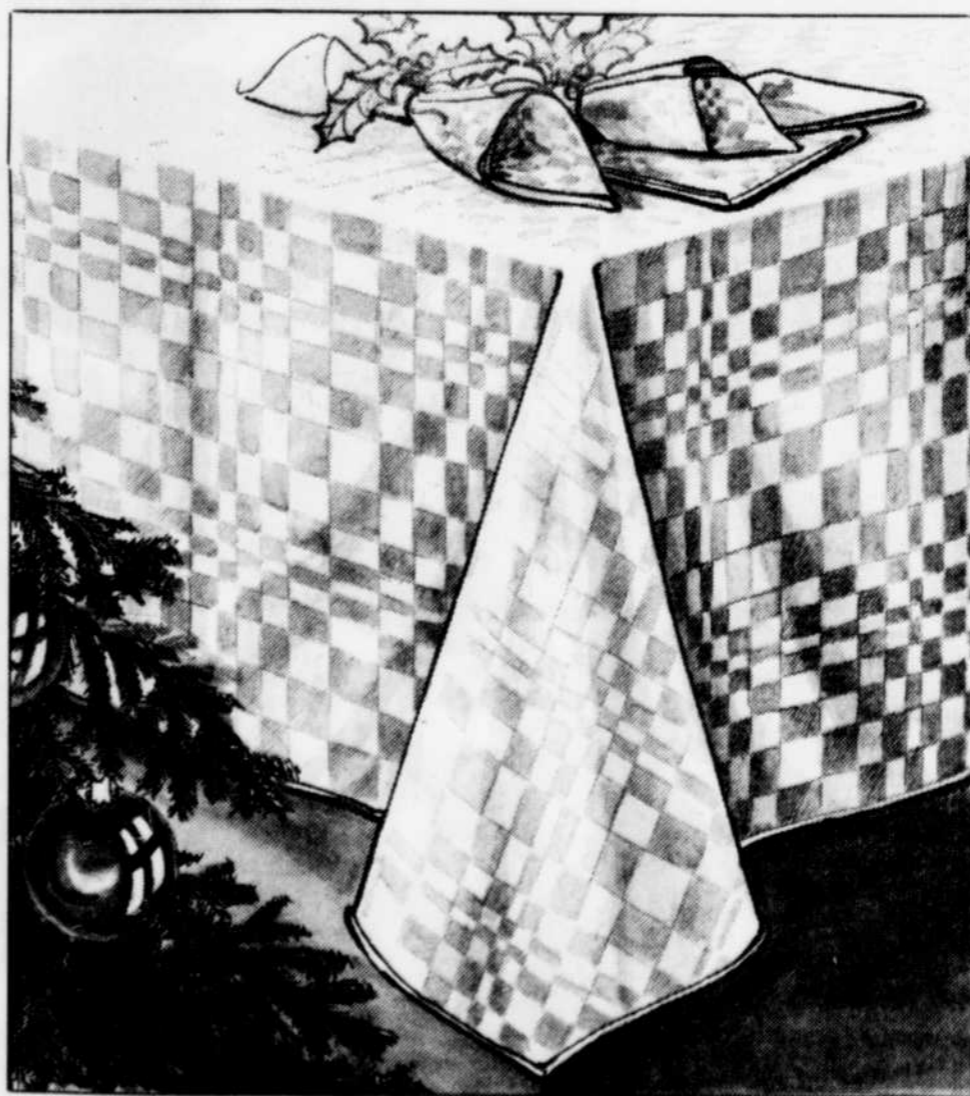
■ Tué dans une collision frontale

Une collision frontale survenue tôt, hier matin, sur la route 277 à Ste-Germaine de Bellechasse a causé la mort de M. Réginald Bédard, 35 ans, de St-Luc. Le conducteur de l'autre véhicule, M. Stéphane Guillemette, 22 ans, de St-Léon de Standon, a été grièvement blessé. Les deux conducteurs étaient seuls au moment de l'accident. Pour une raison inconnue, le premier véhicule a dévié sur l'accotement et, en voulant revenir sur la route, son conducteur n'a pu éviter le véhicule qui venait en sens inverse.



Portes ouvertes pour un référendum

C'était l'opération « Portes ouvertes », hier, au poste de police et pompiers de Ste-Foy. L'objectif était de permettre aux citoyens de se faire une opinion plus éclairée sur la position à adopter lors du référendum du 6 décembre prochain concernant la construction d'un nouvel édifice regroupant tous les services municipaux. On voulait aussi démontrer le côté vêtuste de cet édifice. Ainsi le capitaine Serge Couillard montre l'endroit où sont rangés les casques de pompier... Attention à vos têtes car il faut se pencher pour y accéder.



épargnez jusqu'à 33%

LA NAPPE
DE FÊTE
CARREUX OPTIQUES

16.99

52 x 70 rég. 24.00

voici votre table habillée pour la fête, magnifique avec cet effet de carreaux optiques chatoyants ton sur ton. nouveaux coloris de sapin et de rouge vin en plus des 14 autres coloris mode. fibre polyester ultra-facile d'entretien, toujours impeccable. 60 x 84 / 22.95, 60 x 104 / 29.95, 60 x 120 / 39.95, 72" rd. 22.95, napperon 3.99, serviette 2.49

la maison

simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

6/49	Sélect 42
2-6-7-8-30-37	1-5-10-30-35-42
(complémentaire)	(complémentaire)
47	31
LA QUOTIDIENNE	mise-tôt
tirage du 14 novembre	1-27-33-34
8-4-0	EXTRA
0-1-6-9	978824

LA TROIS

LE SOLEIL

Un ex-ministre aurait offert un emploi à une barmaid

Un scandale embarrassant pour Bob Rae

TORONTO — Le scandale sexuel qui vient d'éclater au sujet de l'ex-ministre ontarien du Tourisme Peter North est une affaire embarrassante pour le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae, qui a toujours soigné son image pro-féministe et son attitude de « rectitude politique ».

par SUZANNE DANSEREAU
de la Presse canadienne

Mais la démission obligatoire et inconditionnelle du ministre prouve bien que ce gouvernement ne tolérera aucun écart de conduite en cette matière, soutient-on au bureau du premier ministre.

Peter North, âgé de 32 ans, ministre du Tourisme depuis 1990, a démissionné de son poste vendredi, après une deuxième allégation de « mauvaise conduite sexuelle ».

Le bureau du premier ministre a reçu une lettre d'une barmaid de Toronto alléguant que M. North lui avait offert un emploi de 45 000\$ après avoir eu des relations sexuelles avec lui. Il aurait retiré son offre après avoir appris que la barmaid était liée au Parti conservateur de l'Ontario.

La lettre, adressée à Bob Rae, a été publiée à la une du Toronto Star.

« Je suis honteuse. J'ai couché

avec lui à plusieurs reprises dans son appartement de Toronto — un appartement payé avec l'argent des contribuables », écrit la dame qui a requis l'anonymat.

« Je ne peux vous dire à quel point j'ai honte d'avoir été associée avec Peter North. Cet homme est un déshonneur pour le gouvernement, pour sa femme et ses enfants ».

La barmaid soutient également dans cette lettre qu'elle a mis un terme à sa relation avec M. North lorsque celui-ci lui a fait des « demandes sexuelles déraisonnables ».

Au Toronto Star, elle a expliqué que le ministre refusait de porter un condom pendant l'acte sexuel.

« Il a continué de me

poursuivre au téléphone pendant plusieurs semaines, souvent en état d'ébriété, m'implorant de lui rendre visite ou de l'accompagner dans sa tournée des bars »,

lit-on dans la lettre.

À peine reçue au bureau du premier ministre, la lettre a été transmise à la police provinciale, qui fait enquête.

Poursuite

« On tente de voir si M. North a abusé de son pouvoir de ministre. Si un ministre offre du travail en échange de faveurs sexuelles, il y a matière à poursuite, c'est du chantage. Mais s'il couche avec une femme et ensuite lui trouve du travail, ça, ce n'est pas de nos oignons », a expliqué, hier, le sergent Bob Guay de la sûreté provinciale de l'Ontario (OPP).

C'est la deuxième fois que le ministre North fait l'objet d'une enquête. Et pour la même allégation: sexe et offre d'emploi. La première fois, la femme n'a pas porté plainte, et tout est resté à l'état de rumeur.

Marié et père de deux enfants, le ministre North est apparemment fort ébranlé par cette affaire. « J'en ai assez », a-t-il déclaré, vendredi, au journal de sa circonscription, le St-Thomas Times Journal.

Il devait passer la fin de semaine à l'abri des médias, seul avec

son épouse Deneen. « Nous allons passer un petit peu de temps ensemble, elle et moi ».

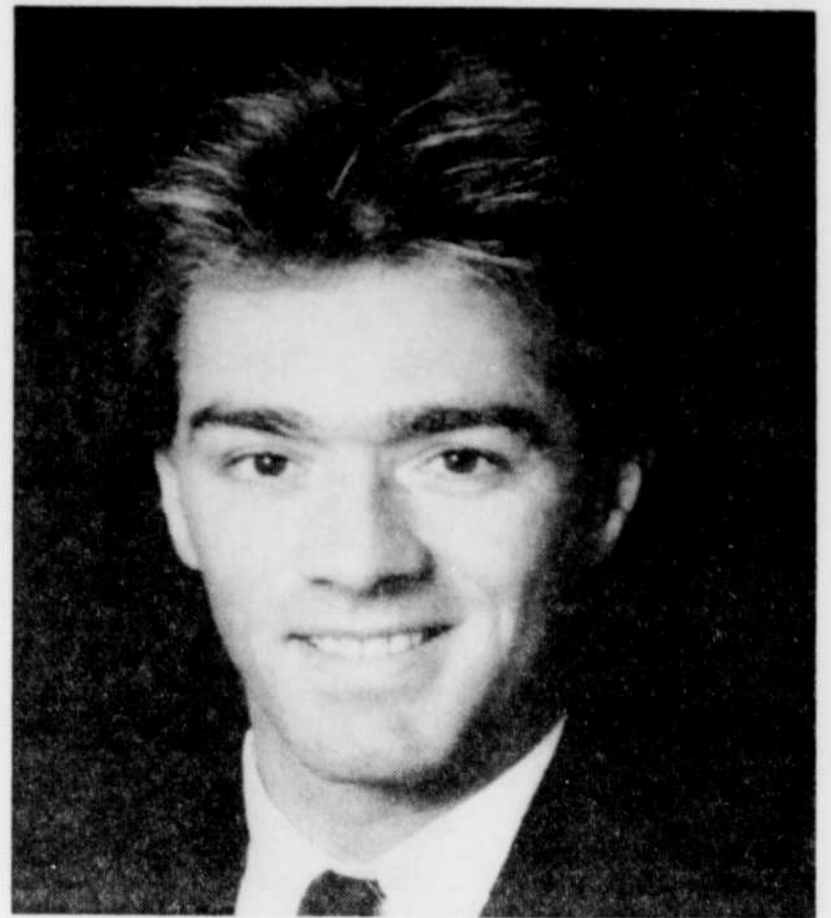
Mais cela n'a pas empêché le Toronto Star de publier, dans son édition d'hier, les propos anonymes de fonctionnaires du ministère du Tourisme disant que leur patron avait un problème: « Le pouvoir lui a monté à la tête ».

Cinquième ministre

Ce scandale n'est pas le premier à ébranler le gouvernement Rae. C'est la deuxième fois qu'un ministre démissionne à cause d'allégations de nature sexuelle.

En février 1992, le ministre de l'Énergie Will Ferguson a démissionné après qu'une ex-pensionnaire de l'école Grandview eut allégué avoir eu des rapports avec lui, voilà près de 20 ans, alors qu'elle était mineure. L'affaire est encore sous enquête.

M. North est le cinquième ministre à devoir démissionner depuis l'élection du NPD en septembre 1990. Parmi les autres cas notoires, mentionnons celui de l'ex-ministre Peter Kormos, qui a dû quitter son poste après avoir posé comme pin-up —habillé— pour le Toronto Sun.



Le ministre Peter North

Construction : pour la CSN, le pire hiver en 30 ans

MONTREAL (PC) — La CSN-Construction prévoit que l'hiver sera le plus dur des 30 dernières années pour ses membres. Hier, en conférence de presse à Montréal, le syndicat a proposé une série de mesures pour tenter de relancer l'activité dans le secteur de la construction.

Le président de la CSN-Construction, Olivier Lemieux, prévoit pour cet hiver un taux de chômage de 70 % parmi les 120 000 travailleurs de l'industrie. Les prévisions du syndicat se fondent sur les données de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

« Le 3 novembre 1991, nous avons déposé un plan d'urgence de relance au gouvernement québécois, a-t-il déclaré. Un an plus tard, nous nous retrouvons dans une situation encore plus dramatique.

« Le chômage se situe actuelle-

ment à des niveaux jamais atteints dans toutes les régions du Québec. Au cours des prochains mois, le nombre de chômeurs ne peut qu'augmenter. »

Pour relancer la construction, le syndicat demande à Québec d'instaurer un crédit d'impôt pour les consommateurs qui font faire leurs travaux par des syndiqués. Il réclame également la construction de nouveaux logements sociaux et l'accélération des projets de construction déjà prévus.

Dans l'industrie de la construction, selon les chiffres de la CCQ avancés par le syndicat, l'activité

aurait chuté de 18pc entre 1991 et 1992, faisant gonfler le nombre de chômeurs de 33pc à plus de 50pc.

En 1991, plus de 30 000 travailleurs ont perdu la carte de compétence qui leur permet d'oeuvrer sur les chantiers, parce qu'ils n'ont pas travaillé. La CCQ prévoit une nouvelle chute des activités de l'ordre de 20 % pour 1993.

Le nombre de salariés aurait fléchi de 8,6 % en 1991 et la moyenne d'heures travaillées par salarié est passée de 959 en 1990 à 858 en 1991, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 20 dernières années.

Certains corps de métier sont plus durement touchés par le manque de travail, dont les peintres, les plâtriers et les poseurs de revêtements souples.

Signalements à la hausse à la DPJ de la Côte-Nord

BAIE-COMEAU — La Direction de la protection de la jeunesse de la Côte-Nord note une augmentation importante des signalements reçus et retenus sur son territoire cette année. En 1991-92, la direction régionale constate une hausse de 14 % des signalements reçus, qui sont passés de 1427 à 1632.

par ANNIE ST-PIERRE
collaboration spéciale

Les cas d'enfants négligés ou ayant des troubles de comportement n'ont cessé de croître depuis 1985. À l'époque, la DPJ devait composer avec un peu plus de 700 signalements retenus sur le territoire de la Côte-Nord.

Aujourd'hui, on compte près du double des signalements à tel point que le centre de services est inondé d'appels de tout genre concernant la santé et le bien-être des enfants et adolescents.

Dans son rapport annuel d'activités, la DPJ affirme qu'elle a retenu 1 014 des 1 427 signalements qu'elle a reçus au cours de l'année, le reste des cas ne nécessitant pas l'intervention de l'organisme.

Parmi ces nombreux signalements, on retrouve une augmenta-

tion flagrante d'interventions dans les situations d'enfants négligés qui sont passées de 435 l'an dernier à 477 cette année.

Sur ces 477 cas de négligence, près de la moitié proviennent des communautés amérindiennes des Escoumins, Betsiamites, Malioténam et Schefferville. Selon le directeur de la protection de la jeunesse de la Côte-Nord, M. François Richer, il s'agit le plus souvent d'enfants laissés seuls à la maison et qui sont signalés par un parent, ami ou voisin.

« Bien que ces jeunes ne sont pas face au danger immédiat ils nécessitent quand même une intervention quelconque pour leur santé ou leur bien-être », selon lui. Mis à part ces enfants amérindiens, on retrouve également des blancs à Baie Comeau (101) et à Sept-Îles (139).

Après ce type de problématique, la DPJ souligne que ce

sont les troubles de comportement et les abus physiques et sexuels qui sont les plus souvent rapportés. Plus de 275 enfants ont été soignés pour des difficultés de comportement cette année et 150 ont subi des agressions sexuelles.

À ce chapitre, on note une forte augmentation de 36 % des enfants victimes d'abus sexuels. « Encore là, il s'agit d'une question de prévention, affirme M. Richer. Les enfants entendent parler énormément de ce genre de problèmes à l'école ou à la télévision et savent très bien qu'ils doivent en parler ».

Le rapport de la DPJ permet aussi de constater que l'on assiste à une hausse du nombre de prises en charge des enfants. Sur la totalité des signalements retenus, la protection de la jeunesse a pris en charge 563 enfants, soit plus de 50 % des cas signalés. De ce nombre, 285 enfants avaient été victimes de négligence et 169 démontaient des troubles de comportement.

Pour l'année en cours, M. Richer avoue avoir des objectifs personnels à réaliser. Par exemple, il désire mettre la liste d'attente des signalements à zéro.



Les restes de la demeure incendiée

À Saint-Georges de Beauce

Un mort dans un incendie

SAINT-GEORGES — Un violent incendie survenu dans la nuit de samedi à dimanche a fait une victime et jeté une douzaine de personnes sur le pavé, à Saint-Georges de Beauce.

par LUCE DALLAIRE
collaboration spéciale

Le locataire de l'appartement 5, M. Daniel Vachon, 27 ans, est décédé lors de l'incendie qui a éclaté au 235, 121^{ème} rue, vers 4 h hier matin.

La fin de soirée a été mouvementée pour un groupe d'étudiants. Apercevant du bas de la rue une intense fumée, les jeunes se sont précipités en frappant aux portes des logements pour alerter les occupants. Une douzaine de personnes ont été ainsi évacuées rapidement, laissant derrière eux des cadres de porte déjà enflammés.

Les policiers de la Sûreté municipale de Ville St-Georges n'ont pas eu à appeler les ambulanciers de CAMBI; ces derniers revenaient d'un appel extérieur. Ils ont suivi l'auto-patrouille qui

se dirigeait en toute hâte sur les lieux du sinistre.

Malgré la vigilance et les efforts fournis par M. Pierre Nadeau de la Corporation Ambulancière de Beauce, M. Tommy Fortier, ses confrères de la Sûreté municipale et les sapeurs-pompiers il fut impossible d'extirper le corps du brasier.

M. Jean-Marie Rosa a dit au SOLEIL: « Tout le monde a fait ce qu'il a pu. Il était probablement déjà trop tard à notre arrivée. Pierre a foncé avec les appareils respiratoires, c'était suffoquant! Le jeune homme était sans doute déjà décédé, asphyxié. »

Les membres de la Protection civile et d'Hydro-Québec sont demeurés sur place pendant la durée des opérations.

Vers 5 h, la Sûreté municipale a fait appel à son enquêteur M. Richard Thiffault et deman-

dé assistance auprès des agents du crime contre la propriété de la Sûreté du Québec, MM. Émilien Breton et Denis Pelletier. En fin d'après-midi, hier, les trois enquêteurs confiaient au SOLEIL: « Nous ne pouvons préciser la cause du début de l'incendie. L'enquête se poursuit. »

Pour fin d'identification, le corps retrouvé vers 11 h a été conduit à la morgue. Le coroner de Beauce, Me Gabriel Garneau sera chargé de l'affaire.

Le désastre laisse sur le pavé une douzaine de personnes ayant, temporairement été hébergées chez des amis ou des parents.

Les 30 pompiers dépêchés sur les lieux ont mis près de 10 heures pour maîtriser le feu.

Le propriétaire du complexe domiciliaire M. Nelson Jalbert estime les pertes encourues à 350 000 \$. Des dommages d'eau et de fumée ont été causés aux demeures avoisinantes.

UN ACHAT TRÈS SPÉCIAL! **MARLIN PEUT VOUS L'OFFRIR...**

Storm Hatchback

GEO STORM 92

Spécial 9 595\$* Prix de détail 14 800\$

Rabais très intéressants

MARLIN Chevrolet Oldsmobile Inc. **Geo**

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec **688-1212**

NOUS AVONS LE CHOIX ET LES MEILLEURS PRIX Votre concessionnaire GM tout près de la cité universitaire

LA POLITIQUE

Pour le gouvernement et l'Opposition aux Communes

Dès demain, 4 semaines sur l'économie

OTTAWA — Le gouvernement et l'Opposition aux Communes pensent d'un commun accord que les quatre prochaines semaines de session du Parlement doivent porter sur une seule et unique priorité, l'économie, mais ils ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour favoriser la relance.

par MAURICE GIRARD
de la Presse canadienne

Les libéraux de Jean Chrétien souhaitent le dépôt d'un mini-budget et les néo-démocrates d'Au-



Le leader parlementaire à la Chambre des communes, Harvie Andre

drey McLaughlin l'abandon du libre-échange avec le Mexique et les Etats-Unis, mais tout ce que le gouvernement conservateur du premier ministre Brian Mulroney est prêt à leur concéder, c'est possiblement « une déclaration économique ».

« Je n'appellerais pas cela un mini-budget. Mais, parce que les prémisses contenues au dernier budget ne se sont pas révélées véridiques, nous serons peut-être appelés à faire des rajustements. La décision reste à prendre », a déclaré en fin de semaine à la Presse Canadienne le leader du gouvernement aux Communes, M. Harvie Andre.

La session du Parlement qui reprend ce matin risque donc d'être orageuse si on se fie au ton des leaders parlementaires rejoins ces derniers jours. Un remaniement ministériel reste toujours possible dans la foulée du rejet de l'entente de Charlottetown au référendum du 26 octobre. Le ministre responsable des affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, pourrait notamment être appelé à occuper de nouvelles fonctions s'il ne décide pas de mettre purement

et simplement un terme à sa carrière politique.

Nonobstant la question constitutionnelle autour de laquelle ils ont réussi à faire front commun, libéraux, conservateurs et néo-démocrates promettent par contre d'en découdre sur un projet plus controversé: le libre-échange avec les Etats-Unis et le Mexique, que l'on espère débattre à fond aux prochaines élections fédérales prévues d'ici un an.

« Je pense que le gouvernement devrait déposer un mini-budget en établissant de façon précise son projet de relance. Il devrait le faire ouvertement pour que tous les Canadiens puissent l'évaluer », a estimé pour sa part le leader en Chambre du PLC, David Dingwall, dans une interview téléphonique du Cap-Breton, en Nouvelle-Ecosse.

Il faudrait qu'Ottawa mette en place une « politique cohérente et complète » de sa stratégie économique en insistant sur ses priorités. A l'exemple du NPD, M. Dingwall affirme qu'il est temps que la Chambre parle d'économie. « Après tout, nous n'avons siégé

que neuf jours depuis juin », dit-il.

A l'autre bout du pays, à Kamloops, en Colombie-Britannique, le leader néo-démocrate en Chambre, Nelson Riis, partage les observations de son collègue libéral et met en garde les conservateurs: « Si le gouvernement se contente de planifier d'importantes réductions d'effectifs, ce ne sera pas suffisant pour stimuler l'économie. Il nous faut de l'action. »

Le NPD promet une bataille rangée si Ottawa ne modifie pas sa politique dans le sens de la nouvelle orientation annoncée la semaine dernière par le gouvernement du premier ministre John Major en Grande-Bretagne, qui a fait de la création d'emploi sa priorité.

Le NPD suggère qu'Ottawa commence par un vaste programme de réfection des infrastructures routières, comme il en avait été question pendant la campagne référendaire, et qu'il le fasse suivre d'un « programme national pour le milieu des affaires », une sorte d'engagement gouvernemental pour la relance du secteur privé.

De plus, indique M. Riis, « nous

allons centrer notre attention sur le Traité de libre-échange nord-américain parce qu'il s'agit purement et simplement de la constitution économique de notre pays. Et les Canadiens devraient avoir leur mot à dire sur le sujet aux prochaines élections. »

Le leader du gouvernement Harvey Andre se montre disposé à consentir un débat aux Communes d'une « couple de jours » pour discuter d'une éventuelle « déclaration économique » du ministre des Finances, M. Don Mazankowski. « J'aimerais que la Chambre puisse discuter d'orientation économique », dit-il dans un entretien à son bureau de la Colline parlementaire.

Quant au reste, le Parlement sera appelé à adopter d'ici la mi-décembre des projets de loi toujours inscrits au feuillet, dont certains ont trait à une facette ou l'autre du programme économique gouvernemental. En plus du projet de loi sur l'immigration. Car, dit M. Andre, « ça commence à être le temps que nous reprenions le contrôle de nos frontières ».

Reprise des travaux de l'Assemblée nationale le 24 novembre

L'économie reprendra sa place prioritaire

QUEBEC - Le débat constitutionnel écarté de la première ligne depuis le référendum du 26 octobre, l'économie reprendra enfin la place prioritaire à la reprise des travaux de l'Assemblée nationale le 24 novembre.

par ANDRE BELLEMARE
de la Presse canadienne

D'ici là, les deux principales formations politiques poliront leurs armes et arrêteront leur stratégie cette semaine quand les députés du Parti québécois se retrouveront pour la première fois (mardi et mercredi) depuis le référendum et que le conseil des ministres tiendra une réunion de deux jours au Mont Sainte-Anne (jeudi et vendredi).

La séance spéciale du conseil des ministres portera principalement, selon un porte-parole du président du Conseil du trésor, sur des moyens de relancer l'économie et de redresser les finances publiques qui, avec un manque à gagner de 500 millions\$, sont dans un piteux état.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Gerald Tremblay soumettra à ses collègues son idée de convoquer une commission consultative sur la fiscalité et les équilibres budgétaires. Tout indique, selon des sources gouvernementales, que le Cabinet acceptera ce projet de commission consultative où les participants examineraient

des manières de favoriser une reprise économique.

Le gouvernement avait d'ailleurs pris l'engagement de former une telle commission lors de la dernière ronde des négociations avec les employés de l'Etat.

Collaboration du PQ
La récession ne cesse de se prolonger au point de causer la perte de plusieurs emplois à la suite de fermetures d'entreprises et d'augmenter le fardeau financier du gouvernement (le nombre des assistés sociaux a atteint le nombre record de 700000 le mois dernier au Québec).

Ici et là, des organismes du milieu (Conseil du patronat, Conférence Board) avancent des prédictions de progression économique variant entre deux et trois % au Québec en 1993 mais, dans l'imédiat et à l'approche de l'hiver, le gouvernement doit trouver des moyens d'adoucir le mal.

A ce chapitre, le premier ministre Bourassa peut au moins compter sur la collaboration de l'Opposition en Chambre pour des projets de relance économique, comme l'a laissé entendre le président du Parti québécois, Jacques

Parizeau, pendant la campagne référendaire du mois dernier.

Le chef de l'Opposition avait à maintes reprises exprimé le souhait qu'une fois la question constitutionnelle réglée (dans un sens ou dans l'autre), le gouvernement « se mette enfin à l'économie » pour tâcher de redresser la situation. M. Parizeau avait assuré le gouvernement de la coopération de sa formation politique à ce chapitre.

Une telle disposition du PQ ne signifie pas que le parti de l'Opposition fera preuve de complaisance envers les ministériels. Bien au contraire. « Nous sommes bien prêts à collaborer mais, d'un autre côté, on ne se gênera pas pour lui demander des comptes sur l'état de l'économie, sur son inertie devant la situation », a indiqué un porte-parole du leader parlementaire du PQ.

Conséquences du Non

Qu'on le veuille ou non, cependant, le tableau constitutionnel continue de paraître dans le paysage politique et économique. Plusieurs s'interrogent sur les conséquences du Non qu'une majorité de Canadiens a opposé au projet d'entente soumis au référendum du 26 octobre.

A Québec, une première retombée négative est apparue la semaine dernière quand le ministre fé-



Pierre Paradis qui agira dorénavant en tant que leader des libéraux à l'Assemblée nationale.

Si l'attitude de M. Valcourt pré-sage celle du gouvernement fédéral, le conseil des ministres du Québec devra peut-être réévaluer son approche des grands dossiers. Le premier ministre Bourassa lui-même a déjà émis le souhait, au lendemain du référendum, de reprendre les discussions avec Ottawa afin d'obtenir plus de responsabilités, comme dans le domaine de la main-d'oeuvre.

Ces nouvelles responsabilités étaient liées à l'accord de Charlottetown. Les données ne sont plus les mêmes.

Remaniement ministériel

En ce début de quatrième année de son mandat électoral (il a été réélu le 25 septembre 1989), le gouvernement libéral risque de manquer de souffle. Certains de ses membres les plus influents paraissent fatigués. Michel Pagé a tiré sa révérence après 20 ans de service et on chuchote à Québec que d'autres ministres seraient tentés de l'imiter.

Entretiens, M. Bourassa devra peut-être modifier son Cabinet qui n'a pas subi de changement depuis octobre 1990. On peut s'attendre à des nouvelles en ce sens en janvier mais, selon des observateurs, il s'agirait seulement, comme en 1990, de changements d'affectations et probablement

l'arrivée d'un nouveau ministre en remplacement de Michel Pagé.

M. Bourassa n'a d'ailleurs jamais osé demander à un de ses ministres de quitter le Cabinet, à moins de circonstances exceptionnelles. Il n'est pas dans son tempérament de heurter ainsi des gens de front.

Le premier ministre a déjà dit qu'il ne procéderait pas à un remaniement en profondeur de son Cabinet avant six mois d'une élection générale. Le mandat électoral de son gouvernement se termine, à la limite, le 25 septembre 1994.



Gerald Tremblay

Avec VIA, Québec gagne un train... et vous gagnez du temps!

Un nouveau train et 4 départs du lundi au vendredi. Québec-Montréal en moins de 3 heures.

10 H 50

6 H 35

14 H 00

17 H 20

Avec notre tout nouveau départ de 10 h 50, nous avons maintenant 4 trains en direction de Montréal, du lundi au vendredi. Et vous arrivez à destination en moins de 3 heures. Vous voyagez plus vite et profitez d'un meilleur service que jamais, que ce soit en première classe VIA 1 avec son nouveau décor ou à bord d'une confortable voiture-coach. De plus, la gare de Sainte-Foy a été entièrement rénovée et le stationnement y est gratuit. Le trajet Québec-Montréal devient donc plus commode que jamais. Finis les embouteillages, finis les tracas. Quatre départs quotidiens en semaine, quatre trains encore plus rapides: une autre bonne raison de prendre le train aujourd'hui.

Pour plus de renseignements, communiquez avec votre agent de voyages ou VIA Rail™ dès aujourd'hui au 692-3940.

VENEZ VOIR LE TRAIN AUJOURD'HUI



MC Marque déposée de VIA Rail Canada Inc. MC Marque de commerce de VIA Rail Canada Inc.

LES INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Grand Canal: le projet ne mène nulle part, selon le Worldwatch Institute

WASHINGTON — Ce ne sont pas des mégaprojets comme Grand Canal qui vont régler le problème de la pénurie d'eau.

par MARIE TISON
de la Presse canadienne

Il faut plutôt regarder du côté des petits projets, de la conservation et même du contrôle de la croissance de la population.

C'est ce qu'indique la vice-présidente à la recherche du Worldwatch Institute, Mme Sandra Postel, dans une étude sur la rareté de l'eau parue en fin de semaine.

Le Worldwatch Institute est un organisme de recherche basé à Washington qui se spécialise dans les questions environnementales.

Mme Postel a affirmé en entrevue que même si on ne parlait plus autant de Grand Canal, ce mégaprojet n'était pas tout à fait mort.

Le projet Grand Canal (pour Great Recycling And Northern Development) vise à construire des digues à l'entrée de la Baie James pour en faire un réservoir d'eau douce. Cette eau serait pompée vers les Grands Lacs, puis canalisée en direction de l'Ouest américain, une région qui connaît une pénurie d'eau.

C'est au cours des années 30 que l'ingénieur montréalais Thomas Kierans, qui réside maintenant à Terre-Neuve a conçu ce projet.

Dans son livre «L'Energie du Nord», paru après son retour à la tête du Parti libéral, M. Robert Bourassa se montre très favorable à cette idée, «une solution qui semble particulièrement intelligente». Il écrit que «les revenus

tirés des exportations d'eau douce pourraient avoir un effet inestimable sur la progression du produit intérieur brut du Québec et du reste du Canada».

Toujours vivant

Mme Postel a affirmé que l'appui de M. Bourassa au projet, sa présence actuellement au gouvernement québécois et certaines mentions ici et là lui laissent croire que le projet était encore vivant, tout au moins encore sur la planche à dessin.

«Ils continuent à faire des études sur les impacts environnementaux», a-t-elle affirmé.

Cependant, dans son étude, intitulée «Last Oasis» («La dernière oasis»), Mme Postel soutient que les projets comme Grand Canal ne peuvent être viables économiquement sans importantes subventions gouvernementales.

«Le jour où les fermiers et les autres bénéficiaires pourront se payer l'eau dispendieuse générée par ces projets et faire des profits est très loin, et pourrait bien ne jamais arriver», écrit-elle.

Elle a ajouté en entrevue que le gouvernement des Etats-Unis était justement à essayer de mettre fin à ses subventions aux grands projets hydrologiques, et que le gouvernement canadien semblait suivre la même voie.

Dans «L'Energie du Nord», M. Bourassa affirme que les technologies et le savoir faire acquis par l'Amérique du Nord en hydrologie pourraient être mis au service des régions du monde où l'eau fait le plus cruellement défaut.

Mme Postel a cependant soutenu que la plupart du temps, de petits projets et des mesures de conservation étaient plus rentables économiquement, et environnementalement, que des mégaprojets.

Emplois

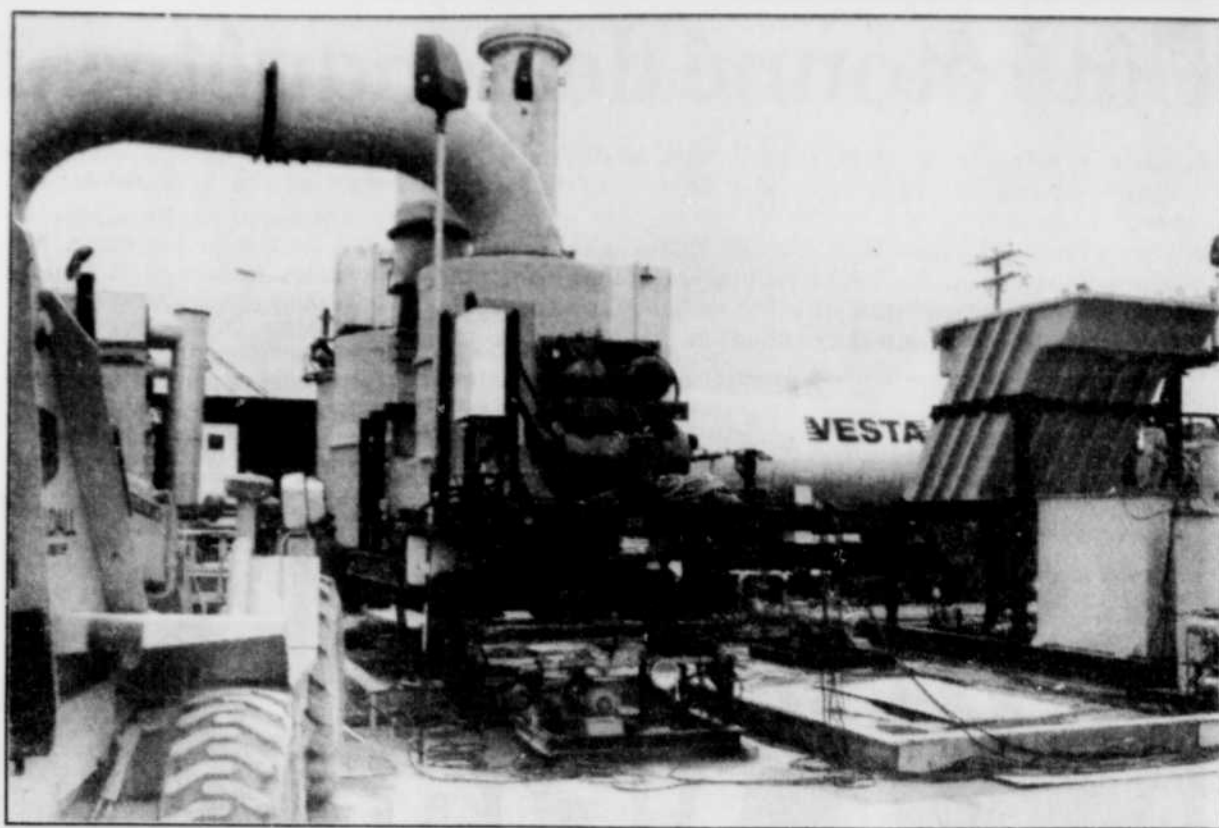
En général, la conservation et les petits projets créent plus d'emplois, a-t-elle ajouté.

«Installer des toilettes qui utilisent moins d'eau, renforcer les canaux d'irrigation et recycler l'eau des usines n'a pas le fla-fla et l'attrait politique de la construction d'un énorme barrage, écrit-elle. Cependant, ils sont au cœur d'une solution rentable et durable au problème de l'eau.»

Mme Postel affirme que les gouvernements, la Banque mondiale et les autres institutions qui établissent les priorités en matière d'eau et qui financent les projets hydrologiques se doivent de placer le développement écologique durable au centre de leurs préoccupations.

«Plus souvent qu'autrement, cela favorisera les projets à petite échelle, comme les pompes, les puits et les petits réservoirs, plutôt que les grands barrages et le détournement de rivières, qui tendent à causer davantage de préjudices à l'environnement», soutient-elle.

Elle affirme finalement que seul un ralentissement rapide de la croissance de la population permettra d'assurer suffisamment d'eau à tous les habitants de la planète. Sans cela, toutes les mesures de conservation ne serviraient qu'à gagner du temps, conclut-elle.



L'incinérateur du consortium PEC-Vesta

PEC-Vesta attend toujours le résultat des tests sur son incinérateur

Le consortium PEC-Vesta trouve que le ministère de l'Environnement du Québec tarde à dévoiler les résultats des tests qu'il a faits sur son incinérateur qui permettrait d'éliminer les BPC de Baie-Comeau et de Saint-Basile-le-Grand.

par Donald CHARETTE
LE SOLEIL

Le président du groupe Premier, M. Yvon Charbonneau, porte-parole de ce consortium a rejoint Le Soleil hier pour souligner que ces tests sont terminés et que le ministère dispose des résultats depuis le 30 septembre.

«Je comprends qu'il y a eu la période des appels d'offres, puis le référendum, mais nous souhaitons que l'Environnement fasse connaître son évaluation du procédé Vesta. Nous savons déjà que

ces tests sont concluants et que les BPC sont détruits à 99,99 pour cent. Ces tests ont coûté des millions à Hydro-Québec, aux promoteurs, au MENVIQ, nous avons hâte de voir le rapport final» d'affirmer M. Charbonneau.

Quatre compagnies ont soumissionné sur ce contrat, d'une valeur de 20 \$ millions environ, mais deux d'entre elles ont été disqualifiées parce qu'elles ne présentaient pas de prix fixe. Ne reste en lice que le groupe Cintec et PEC-Vesta.

Selon M. Charbonneau, son

consortium regroupe trois technologies de pointe: un procédé d'extraction des BPC par le moyen d'un autoclave fourni par la société PEC-Trevi, l'incinérateur Vesta 200 et, un procédé de traitement des eaux contaminées conçu par Sanimobile.

PEC est la propriété majoritaire d'une firme québécoise DEGI-MI Environnement et de EMC Services, un groupe français leader mondial en matière de gestion des déchets dangereux.

M. Charbonneau rappelle que le Québec n'a pas encore éliminé les 13 tonnes de BPC de Baie-Comeau et de Saint-Basile-le-Grand. «20\$ millions, c'est le tiers de ce qu'a coûté l'incendie de Saint-Basile».

Pour les pollueurs de l'Environnement

Beaucoup de lettres d'avertissement, mais peu de citations à comparaître

OTTAWA — Malgré une application plus stricte des lois au ministère fédéral de l'Environnement au cours des dernières années, les pollueurs reçoivent encore beaucoup plus de lettres d'avertissement que de citations à comparaître.

par DENNIS BUECKERT
de la Presse canadienne

Durant la dernière année fiscale, le ministère a entrepris un nombre record d'enquêtes (186) concernant de présumés pollueurs. Il y en avait eu 98 l'année précédente et 69 en 1989-90, indiquent les statistiques. Le ministère possède maintenant 70 inspecteurs, comparativement à 20 seulement en 1989.

Mais le gouvernement continue d'envoyer des avertissements dans la plupart des cas et les

rapporté 10 condamnations et deux en 1989-90.

Le ministère a adopté une politique que M. Cuillerier appelle la «mise en application stratégique», qui consiste à se concentrer sur un pollueur important au lieu de se disperser un peu partout à la fois comme le cas de Tioxide, qui sera entendu le 9 décembre

condamnations sont relativement rares.

Au cours de l'année fiscale 1991-92, on a émis 97 avertissements et porté 19 accusations, mais il n'y a eu que quatre condamnations. En 1990-91, on a

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:
38009089
Sinon, composez sans frais, le
1-800-563-8688
Plus de
3 500 points
offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**
CLUB Multi points

SOLDE SEMI-ANNUEL RABAIS DE 25% à 50% sur toutes les collections

- Lucia
- Geiger
- Toussaint
- Irving Samuel
- Coranit
- et autres

Simone Paris
LE PRÊT-À-RAVIR
2646, chemin Ste-Foy, Ste-Foy (près de l'Hôpital Laval)
656-1902

TROIS JOURS SANS TAXES À LA BAIE!

OUI, NOUS PAYONS LES TAXES! AUJOURD'HUI, DEMAIN ET MERCREDI

Aujourd'hui, demain et mercredi, nous vous donnerons un rabais équivalant à la TPS et à la TVQ à l'achat de presque tout à prix ordinaire ou de liquidation en magasin. Nous sommes désolés mais les articles suivants ne sont pas inclus dans cette offre: les produits de beauté et de fragrances, les articles Liz Claiborne, les sacs à main et la maroquinerie Bree, Lancel et Perry Ellis; la mode Guess pour homme et femme et les tenues Tommy Hilfiger pour homme; les gros électroménagers; les téléviseurs, les appareils électroniques; les jeux et accessoires vidéo; les jouets; les chèques-cadeaux ainsi que tous les rayons concédés; les cigarettes et les produits reliés au tabac; les aliments frais et préparés, les restaurants et les kiosques alimentaires. Une liste complète des exceptions sera affichée dans votre magasin la Baie.

De plus, nous payons l'équivalent de la TPS sur les appareils électroniques, les gros électroménagers, les téléviseurs, les jeux et accessoires vidéo et les jouets à prix ordinaire ou de liquidation.

LES LUNDI, MARDI, MERCREDI 16, 17, 18 NOVEMBRE!

ON PEUT PAS DEMANDER MIEUX!
LA BAIE
Compagnie de la Baie d'Hudson

CONFÉRENCE
Dans le cadre des mercredis du CENTRE D'ÉPANOUISSEMENT PSYCHO-CORPOREL

LE POUVOIR SEXUEL DE LA FEMME
Qu'est-ce au juste que ce sexe féminin que tant d'hommes ont tenté de "cerner"?
Conférencière: Louise-Andrée Saulnier, sexologue

Le mercredi 18 novembre, 19 h 30
Hôtel Classique
2815, boul. Laurier
Sainte-Foy
Stationnement gratuit
Coût: 15\$
Réservation: 687-1165

VENDEURS, REPRÉSENTANTS, CONSEILLERS, GÉRANTS DE VENTE... VOUS VOULEZ VENDRE?

Vente stratégique
Vous augmenterez vos ventes, vos revenus et vous accroîtrez votre clientèle.

En apprenant comment:
• Conclure vos ventes
• Répondre aux objections
• Planifier votre temps
• Justifier vos prix
• Traiter les plaintes
• Prospector

Vente stratégique
Québec: 3-4 décembre
14-15 janvier 93
Montréal: 10-11 décembre
11-12 janvier 93

Téléphonez maintenant:
Région de Québec: (418) 626-7498
Extérieur: 1-800-463-7246
VISA et MASTERCARD acceptés

COURS DE VENTE ROGER ST-HILAIRE

LES INFORMATIONS GÉNÉRALES

Côté étonné de l'enquête sur l'Hôtel-Dieu de Montréal

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, a appris dans les journaux que la Gendarmerie royale du Canada conduit une enquête sur des magouilles entourant le déménagement de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal à Rivière-des-Prairies. Au bureau de M. Côté, on est toujours convaincu par ailleurs que ce déménagement aura lieu, malgré les réticences de certains ministres de Montréal très influents.

par Donald CHARETTE
Le SOLEIL

Parlant au nom du ministre,

Marie-Claire Ouellet, son attachée de presse, a indiqué hier qu'elle ignorait que la GRC avait mené une enquête de six mois sur les

spéculation qui ont entouré le choix du site du nouvel hôpital.

« Je n'étais pas au courant jusqu'à ce que je l'apprenne hier dans les médias électroniques puis dans les journaux » d'indiquer Mme Ouellet qui souligne que le terrain sur lequel sera érigé cet hôpital appartient en grande partie à la ville de Montréal et, pour le reste, au ministère des Transports.

Elle reconnaît cependant que le gouvernement ne peut rien faire pour empêcher l'achalandage sur les terrains avoisinants la future construction.

Des médias d'information montréalais, Radio-Mutuel et Télévision Quatre-Saisons, affirmaient samedi que des personnalités publiques étaient sous enquête, notamment un député conservateur sans préciser toutefois le rôle qu'il aurait pu jouer dans cette affaire. Hier, le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, a également confirmé que le gouvernement suit cette situation de près.

À la section des délits commerciaux de la GRC, on confirme que le rapport a été remis récemment au substitut du Procureur général du Québec et que c'est lui qui devra déterminer si des accusations criminelles seront portées.

Par ailleurs, selon Mme Ouellet, il n'est nullement question d'abandonner le déménagement de l'Hôtel-Dieu qui fait l'objet, rappelle-t-elle, d'une décision du conseil des ministres. « Il y a eu une décision du conseil des ministres, après plusieurs années d'études, décision appuyée sur des besoins car il y aura un surplus de lits au centre-ville de Montréal.

La logique aurait fait que cet hôpital aurait dû aller à Laval mais, pour des raisons politiques, il sera construit à Rivière-des-Prairies. L'argent est disponible, les appels d'offres sont commencés et M. Côté va répondre très prochainement à tous les arguments de ceux qui s'opposent au déménagement ».

Quant à savoir si le bureau du premier ministre Robert Bourassa pourrait juger plus prudent, politiquement, d'abandonner le déménagement de l'Hôtel-Dieu, Mme Ouellet mentionne qu'elle ne peut parler au nom du premier ministre.

SOUFFLEURS À NEIGE

YOKOHAMA
Radiaux de Performance
LES SUPERFORMANTS

Traversez les pires jours de l'hiver comme un rien avec la gamme des pneus radiaux d'hiver de performance Yokohama. Conçus pour mordre dans la neige et offrir une adhérence maximale, les S480, A633 et Y847 tiennent bon. Ils sont le produit de 70 ans d'excellence technique de Yokohama. Couverts par notre nouveau Plan de Protection contre les Hasards Routiers.



Y **DU SERVICE**
dans l'air!

PNEUS & RATTÉ

OUVERT LE
SAMEDI DE
8 H À MIDI

103, 3e Avenue, Limoilou 529-5378



Desjardins en Floride


Le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, a inauguré la Desjardins Federal Savings Bank, la première institution du Mouvement des caisses à l'extérieur du Canada. La caisse, filiale à part entière de la Caisse centrale, a été mise sur pied pour desservir les Québécois qui font des séjours en Floride. Sur la photographie on aperçoit dans l'ordre, Mgr Lucien Beauchamp, M. Claude Béland, M. Steve Geller, représentant du gouvernement de la Floride et Humberto Santos, président de la Caisse centrale Desjardins.

POURQUOI L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE?



« Ce n'est pas parce que... »

Si vous pensez que c'est pour fournir plus d'électricité aux industries énergivores que nous avons créé le projet d'efficacité énergétique, surveillez votre courrier! Le prochain numéro d'*Hydro 92* explique pourquoi l'avenir de notre ressource repose aussi sur ces quelques entreprises.

 Hydro-Québec

Le meilleur de nous-mêmes

Messe commémorative de l'anniversaire de la mort du cardinal Paul-Émile Léger

MONTREAL (PC) — Des milliers de fidèles se sont rendus à la Cathédrale Marie-Reine-du-Monde à Montréal hier pour assister à une messe commémorant le premier anniversaire de la mort du cardinal Paul-Émile Léger, décédé l'an dernier à l'âge de 87 ans.

Dans cette belle et grande église remplie à capacité, on retrouvait plusieurs célébrants et ecclésiastiques et des milliers de simples fidèles venus rendre un hommage posthume au prince de l'église, qui aura animé la vie spirituelle québécoise pendant plus de 50 ans.

Bien peu de politiciens, pourtant très nombreux l'an dernier pour les funérailles, s'étaient déplacés pour participer à la messe. La vice-première ministre Lise Bacon et le ministre de la Sécurité publique, M. Claude Ryan, représentaient le gouvernement du Québec et le premier ministre Bourassa.

La cérémonie d'hier, très populaire, contrastait donc avec celle de l'an dernier alors qu'on en avait fait un événement médiatique important.

Les fidèles, la plupart se réclamant des amis personnels du cardinal, ou encore des sympathisants à ses oeuvres, ont écouté religieusement les officiants, qui ont rappelé la sympathie que toute la population du Québec avait pour ce grand homme et souligné comment il a toujours milité pour plus de charité et plus de justice sociale.

Dans la foule, l'ex-maire de Montréal, Jean Drapeau, semblait ému par l'hommage qu'on rendait

vestre et l'Ordre des Chevaliers de Malte.

Après la grand-messe chantée, dignitaires et fidèles ont pu rendre un dernier hommage à la dépouille du cardinal Léger, qui repose dans la chapelle des évêques de la Cathédrale Marie-Reine-du-Monde sous une dalle de marbre avec les autres princes de l'Eglise québécoise.

La Fondation Jules et Paul-Émile Léger a distribué à la sortie de la cérémonie un livre d'une

centaine de pages relatant l'oeuvre de ce grand Montréalais.

La Fondation continue de recueillir des dons pour financer les oeuvres du cardinal partout dans le monde. Si le personnage est mort, la misère n'en continue pas moins de faire souffrir ceux qui restent. On peut faire parvenir les dons à la Fondation Jules et Paul-Émile Léger, 130, avenue de l'Épée, Outremont, Québec H2V 3T2.



Portes ouvertes à l'hôpital Paul-Gilbert

CHARNY — Pour marquer son 5e anniversaire dans ses nouveaux locaux, le Centre hospitalier Paul-Gilbert, conjointement avec la Fondation, invitait la population hier à venir célébrer. On pouvait même assister à une simulation de chirurgie. Sur la photo, Mme Josée Fournier inhalothérapeute, en compagnie de M. Maxime Côté anesthésiste, donne des explications aux visiteurs.

Valcartier aurait coopéré au programme militaire irakien

MONTREAL (PC) — Des documents obtenus Radio-Canada en vertu de la Loi d'accès à l'information indiquent que l'armée canadienne a coopéré avec des entreprises étroitement associées au programme militaire irakien et leur a permis d'utiliser ses installations de Nicolet et de Valcartier pour expérimenter de nouveaux obus du type même que ces entreprises fournissaient à l'Irak.

Les canons de 155 mm à longue portée de l'artillerie irakienne se sont révélés durant la guerre du Golfe la seule arme vraiment re-

doutable et efficace de l'arsenal irakien.

Conçus par l'ingénieur en balistique Gerald Bull, les obus à longue portée allongée qu'ils tirent ont été fournis à l'Irak dans les années 80 par plusieurs entre-

prises européennes dont la poudrerie PRB de Belgique.

Par ailleurs les documents indiquent que PRB et sa filiale canadienne Technologie Belcan ont utilisé le polygone du tir de Nicolet et les installations de recherche de Valcartier de la Défense nationale pour mettre au point des obus de 155 mm plus performants. Des obusiers GN-45 conçus par Bull ont spécialement été importés par la PRB au Canada pour ces expériences.

Les routes du Québec font sept morts

MONTREAL (PC) — Au moins sept personnes ont perdu la vie accidentellement au Québec depuis le début de la fin de semaine.

Une femme de Sainte-Émilie - dont l'identité n'a pas été révélée - a perdu la vie dimanche vers 14h45 lorsque deux voitures sont entrées en collision, l'un des deux conducteurs ayant omis de céder le passage. L'accident s'est produit à l'intersection du rang Grand-Saint-Pierre à Sainte-Élizabéth.

Réginald Bédard, âgé de 35 ans, est décédé dans la nuit de samedi à dimanche lors d'une collision survenue sur la route 277 à Sainte-Germaine, une municipalité située au sud de Lévis. Le véhicule de M. Bédard aurait percuté une voiture sur la route 277. La chaussée enneigée pourrait être à l'origine de ce dérapage selon un porte-parole de la SQ.

Un homme de 27 ans est mort dimanche matin vers 3h lors d'un incendie qui a complètement détruit un édifice de 11 logements au 245 de la 121^{ème} rue à Saint-Georges-de-Beauce. Le sinistre aurait pris naissance dans la chambre de la victime.

Une femme de 30 ans, Diane Chavigny, de Joliette, est morte samedi vers 6h15 lorsque sa voiture a percuté un fardier sur la route 343 à Saint-Alphonse-de-Rodriguez. La voiture de Mme Chavigny circulait en sens inverse du fardier qui transportait une pelle mécanique.

Un jeune homme dans la vingtaine s'est tué vers 5h00 samedi dans une embardée sur la route 125 à Sainte-Julienne, près de Rawdon. Sa voiture a quitté la chaussée pour aller emboutir un poteau d'Hydro-Québec.

Un homme de 29 ans de la région du Bas Saint-Laurent a perdu la vie vendredi en début de soirée lors d'un accident de la route survenu à Saint-Joseph de Lévis. Le conducteur dont l'identité n'a pas été révélée aurait été éjecté de son véhicule qui a capoté après une perte de contrôle. La victime est morte au cours de son transport à l'hôpital.

L'identité de l'automobiliste dont la voiture a quitté la chaussée et a pris feu, avant-hier, en bordure du boulevard Talbot à la hauteur de l'ancien centre de ski du manoir Clairval ne sera connue qu'au cours des prochains jours. Le conducteur ou la conductrice qui était seul à bord du véhicule n'a pu être identifié par les policiers et les pompiers.

Prétendre que la nouvelle Subaru Legacy 1993 n'est qu'une voiture ordinaire serait comme dire que Silken Laumann n'est qu'une rameuse ordinaire.



Legacy Turbo 1993

Son histoire a fait le tour du monde. Après avoir été gravement blessée à une jambe, Silken s'est miraculeusement rétablie et a remporté une médaille pour le Canada aux Jeux de Barcelone. Avec pareille personnalité, il n'est pas étonnant de la voir conduire une Subaru Legacy.

La durabilité des Subaru, en effet, est devenue légendaire. Fait révélateur : 93 % de toutes les Subaru immatriculées ces dix dernières années sont toujours

sur la route.* Et leur enviable réputation prend encore de l'ampleur. La sensationnelle Subaru Legacy 1993, par exemple, a de quoi vous combler : moteur de 130 H.P. à arbre à cames en tête, coussin gonflable pour le conducteur et plusieurs options de sécurité comme la traction intégrale et un système unique de freinage antiblocage à quatre canaux.

Avec la maîtrise remarquable que tout cela procure, une chose est certaine : Silken Laumann ira loin.

LEGACY 1993



*Selon une étude des immatriculations de R.L. Polk & Co., en date de juillet 1991.

RÉSULTATS
loto-québec

		GAGNANTS	LOTS
<p>649</p> <p>2 6 7 8 30 37</p> <p>Numéro complémentaire: 47</p>	Tirage du 92-11-14	6/6 1	2 648 145,30 \$
		5/6+ 6	132 407,20 \$
		5/6 316	2 011,20 \$
		4/6 20 121	60,50 \$
		3/6 366 283	10,00 \$
		Ventes totales:	19 909 157,00 \$
		Prochain gros lot (approx.):	2 300 000,00 \$
		Prochain tirage:	92-11-18

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LE MONDE

L'embargo contre la Serbie, une passoire

PETRICH, Bulgarie (Reuter) — Sous le nez des douaniers et des observateurs internationaux, des milliers de tonnes de produits pétroliers continuent à entrer en Serbie, en violation de l'embargo commercial imposé par l'ONU.

À Petrich, ville frontalière dans le sud de la Bulgarie, des dizaines de camions-citernes serbes prélevaient hier de l'essence sur des camions grecs avant de retourner en Yougoslavie.

«D'après leurs papiers, les chauffeurs livrent le carburant ailleurs (qu'en Serbie) et il n'y a donc pas de violation des sanctions», a déclaré à Reuter Reiner Beussel, membre d'une équipe d'observateurs de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) chargés de surveiller l'application de l'embargo en Bulgarie.

Les transporteurs ont trouvé la faille dans la résolution du Conseil de sécurité, qui autorise le transit à travers le territoire serbe de marchandises destinées à la Bosnie.

Selon des responsables locaux,

plus de 1000 tonnes de produits pétroliers traversent chaque jour la frontière, officiellement à destination de la Bosnie ou de la Macédoine.

Plusieurs chauffeurs routiers serbes, le sourire aux lèvres, montrent leurs feuilles de route, qui devraient les mener en Bosnie-Herzégovine. «Si vous êtes courageux, venez avec moi pour vérifier où je livre le carburant», lance l'un d'entre eux.

«Tout le quartier est devenu une immense station-service», déclare de son côté un responsable local qui a requis l'anonymat. «Dans tous les parkings autour d'ici, des camions-citernes serbes prélèvent de l'essence sur d'immenses camions grecs».

«Il est pratiquement impossible de trouver un camion-citerne en Bulgarie qui ne soit pas en train d'attendre à la frontière yougos-

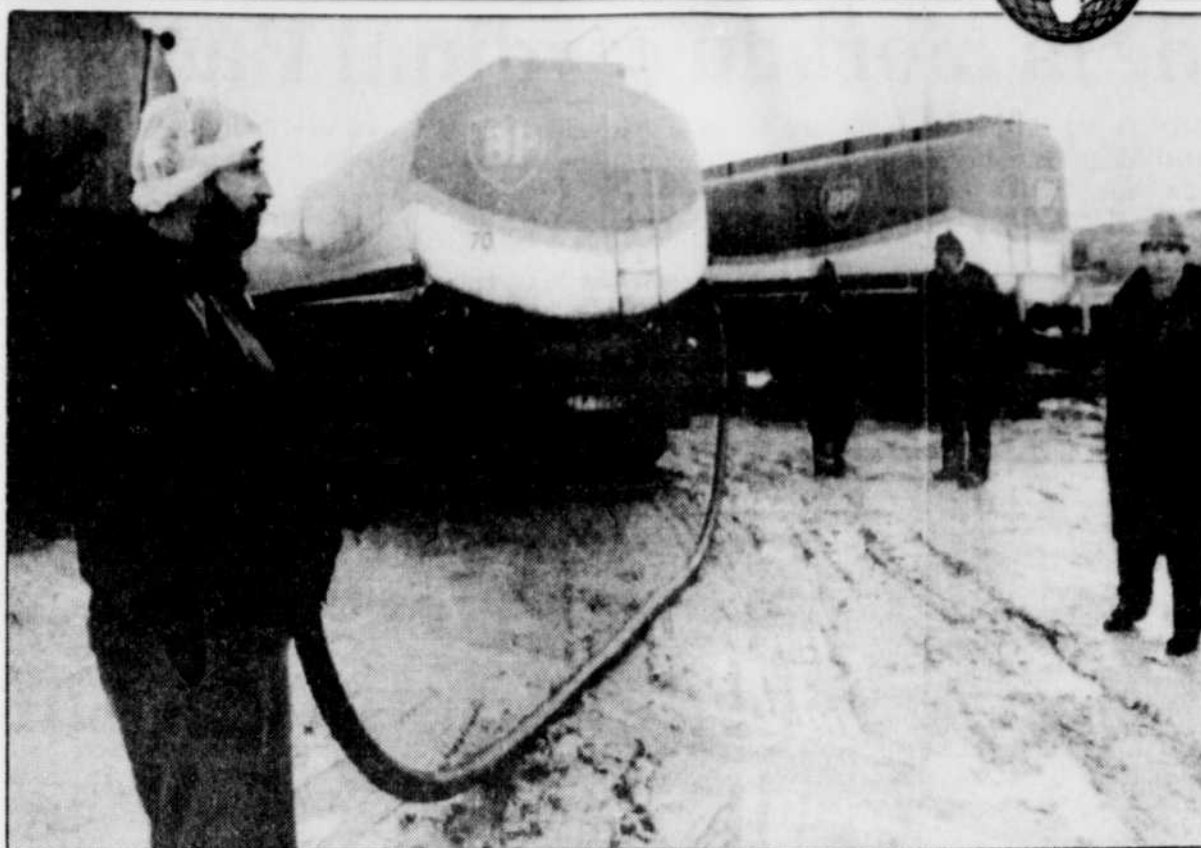
lave ou de faire la route en Macédoine ou en Serbie», a déclaré à Reuter le propriétaire d'une petite société de transport.

La Bulgarie est un des principaux points de transit des marchandises à destination de la Yougoslavie, indique-t-on de source diplomatique à Vienne et à Zagreb.

Le Premier ministre bulgare Filip Dimitrov, qui a démenti vendredi que son pays violait l'embargo, a toutefois estimé que la Bulgarie n'était pas en mesure de faire cesser le transit du carburant sur son territoire.

Selon les douaniers bulgares, seul un embargo de l'ONU imposé à l'ensemble des anciennes républiques yougoslaves permettrait de faire cesser le trafic. «Ou alors l'ONU devra interdire le transport de carburant par des camions portant des plaques serbes», a précisé un responsable de Petrich.

Les sanctions de l'ONU, imposées le 31 mai, devaient punir la Serbie, considérée comme principale responsable du conflit en Bosnie-Herzégovine.



Camionneurs grecs et serbes transbordent ouvertement le pétrole, en Bulgarie

Un convoi de réfugiés serbes quitte Sarajevo

SARAJEVO — Des colonnes de réfugiés se sont à nouveau formées hier à Sarajevo et dans sa banlieue, où les responsables de la Croix-Rouge profitaient de ce quatrième jour de trêve pour évacuer quelque 1500 civils serbes et croates. Mais alors que le calme prévalait dans la capitale, on signalait des incidents dans le reste de la Bosnie-Herzégovine.

par DAVID CRAVY
de l'Associated Press

Six cents Serbes, des femmes, des enfants et des vieillards pour la plupart, massés dans des autocars parkés près de la gare de la ville assiégée, ont pu être évacués, au terme d'une longue attente, vers Loukavica, banlieue aux mains des forces serbes. Ils devaient ensuite être transférés à Belgrade.

L'émotion était grande au moment du départ. «Je suis triste parce que nous nous séparons», confiait Branimir Pavlovic, jeune père sauvant sa femme et son fils de trois ans, qui espèrent pouvoir gagner Londres. «J'essaierai d'y aller moi aussi, mais je ne sais pas encore quand ni comment.»

Environ 900 Croates de Stup, une autre banlieue de Sarajevo où se sont produits les combats les plus violents qu'ait connus la capitale cet automne, ont également pris place dans ces autocars avant de traverser les lignes serbes à destination de Kiseljak, ville sous contrôle croate distante de 25 km.

La Croix-Rouge, qui entend déplacer 6000 personnes au total, a déjà procédé la semaine dernière à l'évacuation d'environ 1100 réfugiés croates et musulmans et de plusieurs centaines de Serbes. Elle avait interrompu l'opération après la blessure mercredi d'un chauffeur.

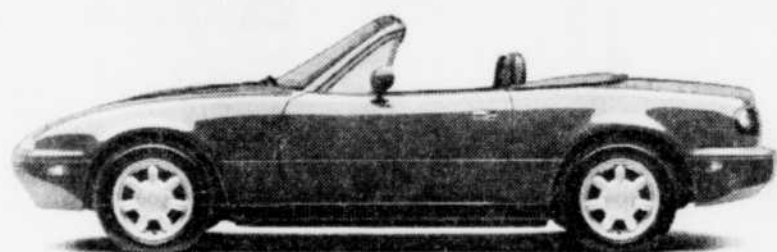
Les 250 autres personnes évacuées samedi de Sarajevo, grâce à l'aide d'habitants juifs, sont quant à elles arrivées dimanche à Split (Croatie), a annoncé Srđan Matic, chef adjoint de la communauté juive de Zagreb, la capitale croate. D'après lui, ce groupe comptait une centaine de juifs.

Des responsables de la FOR-PRONU ont pour leur part signalé des réfugiés en provenance de Jajce, ville bosniaque tombée aux mains des Serbes, faisant route vers le sud, et plusieurs milliers d'autres retenus à Karaula. Un convoi blindé britannique parti à leur secours n'aurait pas encore réussi à atteindre cette zone.

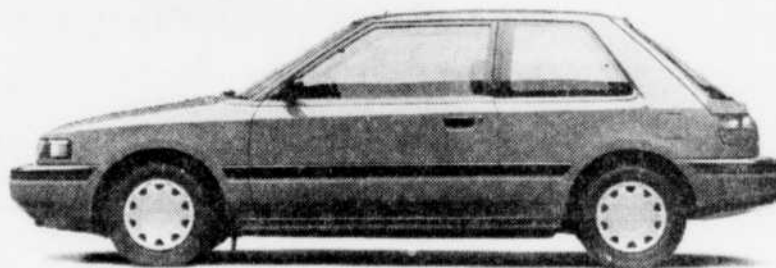
Selon la radio bosniaque, des combats se sont produits plus au nord, près des cités de Gradacac, Maglaj et Brcko. Olovo, localité sous contrôle serbe, et le centre de réfugiés de Travnik (nord-ouest) auraient été bombardés.

NOTRE VENTE D'ADIEU.

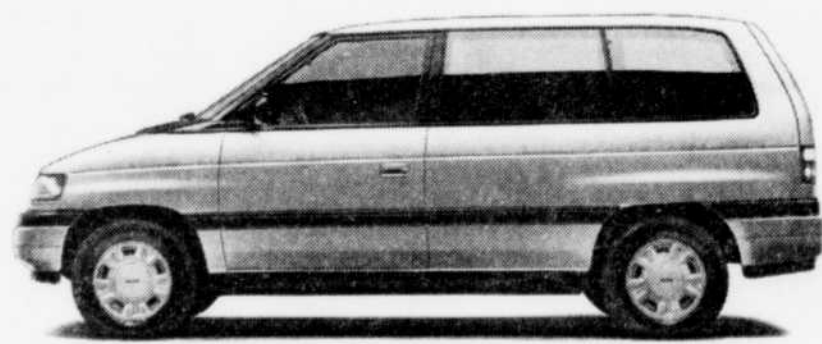
LA VENTE DE MAZDA 92 TIRE À SA FIN. PROFITEZ-EN...
ET OBTENEZ UNE TRANSMISSION AUTOMATIQUE OU UNE REMISE DE VALEUR ÉQUIVALENTE* À L'ACHAT DE CERTAINS MODÈLES.



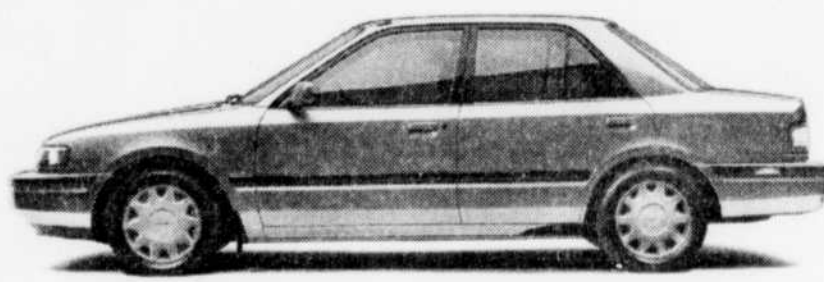
MIATA MX-5
Le cabriolet classique ré-inventé.



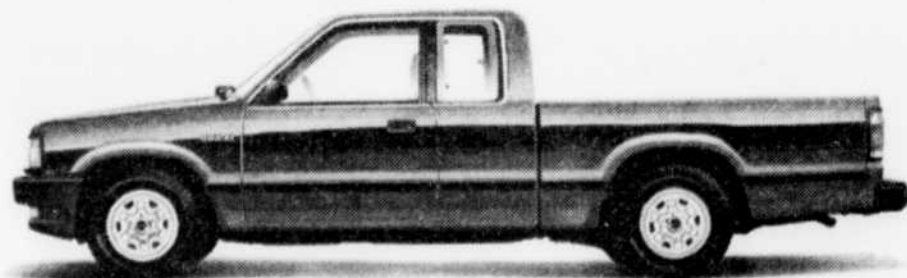
323
L'intérieur le plus spacieux de sa catégorie.
«Pour le rapport qualité/prix, la 323 est imbattable!» *Motor Trend 1992*



MPV
La fourgonnette importée la plus vendue.
V6 3 litres de 155 chevaux offert en option.



PROTEGÉ
La voiture japonaise la plus spacieuse de sa catégorie.
«Un des 10 meilleurs achats dans la catégorie des importées.» *Motor Trend 1992*



CAMIONNETTES MAZDA
Les camionnettes importées les plus vendues au Canada.
Cabine normale et Cabine Plus.

LA GARANTIE LEADERSHIP MAZDA

Toutes les Mazda sont dotées d'une garantie pare-chocs à pare-chocs de 3 ans/80 000km, sans franchise, ainsi que d'une garantie 5 ans/100 000km des composantes principales.

* Cette offre débute le 4 septembre 1992 pour une durée limitée. Elle s'applique aux véhicules Mazda neufs 1992 en inventaire chez les concessionnaires participants. L'offre consiste en une transmission automatique ou une remise de 750 \$ sur les camionnettes, les 323 et les Protegé; la remise offerte est de 800 \$ sur les MPV et de 850 \$ sur les Miata. La transmission automatique n'est pas offerte sur les Miata MX-5. Les stocks sont limités et peuvent varier selon les concessionnaires.

mazda

Je me sens bien.

Québec
Chatel Automobiles Ltée
1350, Boulevard
628-6336

Québec
Premier Mazda
656, rue Graham Bell
687-0753

Cap-Santé
Cap-Santé Mazda
5, rue Bois de l'Ail
285-0011

Plessisville
Maurice Coté
Automobiles Inc.
637, rue St-Louis
362-7324

St. Georges de Beauce
Automobiles Sittelle
13300, boul. Lacroix
228-4815

Rivière du Loup
Rivière du Loup Mazda
160, Fraser
862-3263

Matane
Garage Marcel Villeneuve Inc.
1780, rue du Phare Ouest
562-0245

Grande Rivière
Lloyd Sutton Auto
89, Grand Allée
385-2279

Québec
Rendez-Vous Mazda
1615, boul. Henri Bourassa
529-8551

Ste-Patrice de Beauvillage
Automobiles M. Blais
462, rue Principale
596-2322

Montmagny
Montmagny Mazda
201, blvd. Tache Ouest
248-0014

Baie St. Paul
Charlevoix Mazda
996, Mgr. de Laval
435-5353

Thetford Mines
Centre de l'Auto Amiante Inc.
410, boul. Smith Sud
338-4694

Pintendre
A. Lachance Automobiles Inc.
529, Route Kennedy
837-8897

Rimouski
Automobiles R.P. Inc.
455, boul. Ste-Anne
Pointe au Père
724-7888

Baie Comeau
Mazda Cote-Nord
291, boul. La Salle
296-0202

METTEZ
DU SOLEIL
DANS VOTRE
QUOTIDIEN

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!



Le Sentier lumineux à l'oeuvre

Une dizaine de personnes ont été blessées hier, lors de l'explosion d'une bombe devant une école à Lima, au Pérou (notre photo). La veille, au moins 13 personnes (5 policiers, 3 infirmières et 5 civils) avaient été tuées et une dizaine d'autres blessées dans l'attaque du Sentier lumineux contre un camion de transport de troupes.

**Choquée par l'ordination des femmes
Une ministre britannique
quitte l'Église anglicane**

LONDRES (AFP) - La secrétaire d'État à la Sécurité sociale britannique, Ann Widdecombe, qui a quitté l'Église d'Angleterre pour protester contre le vote du synode de cette institution en faveur de l'ordination des femmes, a déclaré hier que de nombreux anglicans refuseront de se rendre à l'office ou de communier.

« Je suis persuadée qu'un peu partout dans le pays, il y a des gens qui se sentent totalement incapables d'aller aujourd'hui à l'office, ou, s'ils y vont, qui ne pourront pas prendre le sacrement, parce qu'ils ne se sentent plus en communion avec les responsables de leur Église », a déclaré Mme Widdecombe à sa sortie de la cathédrale de Westminster à Londres, où elle a assisté à la messe.

La secrétaire d'État, qui envisage de rejoindre l'Église catholique, avait annoncé qu'elle quittait l'Église d'Angleterre, dès l'annonce des résultats du vote, mercredi, des membres du synode général en faveur de l'ordination des femmes. Elle avait alors assuré qu'une foule de fidèles allaient se détourner de l'Église anglicane.

De son côté, le chef spirituel de l'Église d'Angleterre, l'archevêque de Canterbury, George Carey,

a affirmé dans un entretien à la BBC, hier, qu'il ne voyait aucun problème à ce que les membres traditionnalistes de l'Église opposés à l'ordination des femmes puissent eux aussi devenir prêtres.

« Évidemment, ils devront accepter de travailler, au sein de l'Église, avec les femmes prêtres », a-t-il déclaré.

George Carey avait déjà appelé à plusieurs reprises les membres de l'Église à l'unité au lendemain du vote, demandant notamment aux opposants à l'ordination des femmes de rester dans l'Église.

Avec le vote historique du synode, le risque d'éclatement de l'Église est réel: la hiérarchie anglicane admet elle-même qu'entre 500 et un millier de prêtres pourraient quitter leur ministère, et une dizaine d'évêques refuser d'ordonner des femmes.



Mgr George Carey

Selon le nouveau catéchisme

Pour aller au ciel, « Tu ne frauderas point le fisc »!

CITE DU VATICAN — « Tu ne frauderas point le fisc, tu ne participeras pas à des manipulations génétiques, tu ne conduiras pas en état d'ivresse... » Tels sont trois des nouveaux « commandements » du catéchisme universel à paraître aujourd'hui en France.

par PHILIP PULLELLA
de l'agence Reuter

Le pape Jean Paul II a qualifié dimanche la publication de ce livre d'« événement d'une importance historique » pour les 960 millions de catholiques à travers le monde.

Le « Catéchisme de l'Église catholique », qui a nécessité plus de sept ans de travail, est le premier exposé des contenus fondamentaux de la doctrine catholique depuis le Concile de Trente en 1566.

S'appuyant sur les Dix Commandements, le Credo, le Notre Père, les sacrements ainsi que sur les travaux du concile Vatican II, ce livre énonce les enseignements de l'Église en 426 pages.

Des extraits du texte ont déjà été publiés en Italie et en France, où la première édition sortira lundi, le Vatican n'ayant pas terminé la traduction dans d'autres langues.

Meurtre et adultère figurent en bonne place parmi les péchés dénoncés par l'Église. Péchés plus « modernes », l'Église condamne également la fraude fiscale, la falsification de chèques, la corruption et les détournements de fonds.

Astrologie, spiritisme ainsi que le port d'amulettes « sont gravement contraires à la vertu de la religion », affirme également l'Église.

Lors de la sortie du dernier catéchisme, la fabrication de la Ford « T » venait tout juste de commencer. Cette fois-ci, l'Église dénonce la conduite en état d'ivresse. L'usage de stupéfiants et le trafic de drogue sont également condamnés.

Le nouveau catéchisme, qui s'inscrit dans la lignée de Vatican II, incite à la tolérance envers les autres religions, et réitère que le martyr du Christ ne peut être imputé au peuple juif.

Tout en légitimant la « légitime défense par la force militaire », le Vatican dénonce la course aux armements, et préconise la résistance « aux ordres qui commandent un génocide ».

Sur les questions de couple et de sexualité, l'Église réitère ses condamnations de la sexualité hors mariage, du divorce, de l'avortement ainsi que de la contraception. L'homosexualité, la prostitution et le suicide sont également jugés moralement répréhensibles, mais le texte demande que ces questions soient abordées « avec compassion ».

Abordant enfin la question de l'environnement, l'Église affirme que la domination accordée par le Créateur à l'Homme sur les être inanimés et les autres êtres vivants « n'est pas absolue ». « Elle exige un respect religieux de l'intégrité de la Création », affirme l'Église.

DERNIER JOUR jusqu'à 18 h seulement



TI-FRÈRE

À LA RESCOUSSE DE

QUÉBEC

~~**TPS**~~

Le célèbre TI-FRÈRE vient à la rescousse de sa ville en payant pour vous LA TPS!!!

- **AUCUNE TPS SUR PLUS DE 100 000 verges carrées** de tapis et de prélatrs.
- **AUCUNE TPS SUR** des milliers de pieds carrés de tuiles, de céramiques et de planchers de bois franc.
- **AUCUNE TPS SUR** un choix extraordinaire de stores verticaux fabriqués sur place pendant que vous attendez.
- **AUCUNE TPS SUR** des centaines de douillettes, de draps et de duvets.
- **AUCUNE TPS SUR** les plus beaux papiers peints et sur de la peinture de qualité.
- **AUCUNE TPS SUR** sur un vaste choix d'accessoires de salle de bain et de cuisine.

PAS DE TPS

*sur toute la marchandise en magasin

**OUVERT AUJOURD'HUI
DE 9 h À 18 h**



« Je vous garantis le meilleur prix pour 5 ans contre n'importe quel magasin à 100 000 km autour de Québec. Et si vous trouvez un meilleur prix, même 5 ans plus tard, je vous rembourse la différence plus 10% de la différence. Vous verrez, on sait comment se «conduire» avec nos clients!»

- Le célèbre Ti-Frère

215, boul. Hamel, Québec 681-6023



ÉDITORIAL

Quand le bâtiment ne va pas !

Rien ne va plus dans l'industrie de la construction. Le nouveau cri d'alarme de la C.S.N. pour relancer cette industrie est justifié; il est loin d'être certain, toutefois, que les solutions qu'elle met de l'avant pourront corriger la situation.

Depuis le début de 1992, nous dit la C.S.N., l'activité de l'industrie de la construction a chuté de 18 %, faisant gonfler la proportion de chômeurs de cette industrie à plus de 50 %. Le nombre d'heures travaillées est passé de 110 millions, en 1990, à 90 millions en 1991 et est estimé à 70 millions en 1992.

La C.S.N. a d'autant plus raison d'être inquiète que la situation ne cesse de se détériorer. Ainsi, en octobre 1992, les mises en chantier, dans la région de Québec, ont chuté de 55 % par rapport en l'an dernier. La fin du programme « Mon taux, mon toit » n'est probablement pas étrangère à cette évolution.

Pour 1993, la situation ne s'annonce guère plus rose. Une enquête auprès des 300 plus grandes entreprises canadiennes démontre que les dépenses de construction diminueront, en termes réels. Dans le secteur de l'habitation, le Conseil du Patronat prévoit 38 000 mises en chantier en 1993, une baisse de 6000 par rapport à 1992.

Devant ces sombres perspectives, la C.S.N. propose un plan pour relancer l'emploi dans ce secteur. La principale mesure vise l'instauration d'un crédit d'impôt pour l'acheteur d'une nouvelle maison, à condition que ce dernier fasse appel à des entrepreneurs licenciés et à des travailleurs détenant des cartes de compétence.

Selon la C.S.N., ce programme aurait le mérite de permettre aux consommateurs d'avoir une meilleure qualité et au gouvernement de récupérer des sommes qui échappent au fisc en raison du travail au noir.

Le travail au noir se développe à un rythme fou dans la rénovation domiciliaire. Selon la C.S.N., il y en aurait pour 1 milliard de dollars par année.

Il faudrait donc, selon la centrale syndicale, augmenter le nombre d'inspecteurs de la Commission de la construction et permettre aux représentants syndicaux de fermer eux-mêmes les chantiers opérant au noir.

Ces mesures souffrent d'un travers fondamental: elles visent davantage à protéger les emplois des syndiqués qu'à relancer la construction elle-même. Défendre les intérêts des syndiqués de la C.S.N. serait la meilleure façon de défendre l'intérêt général du Québec, selon ce raisonnement. C'est pas évident.

Il faudrait plutôt s'attaquer aux causes du travail au noir. Mais le ministre du Travail, M. Normand Cherry, n'en finit plus de se pencher sur l'avenir de la loi des conventions collectives qui est unique au Québec et qui n'a jamais été changée depuis 58 ans.

Une autre mesure, proposée par la C.S.N., vise à accélérer la construction de logements sociaux dans la région de Montréal, principalement. L'objectif de construire 100 000 de ces logements d'ici l'an 2000 est certes ambitieux, mais c'est le type de programme qui combine des avantages sociaux et économiques intéressants dans la conjoncture actuelle. Le gouvernement du Québec devrait l'évaluer soigneusement en tenant compte, à la fois, de ses incidences financières et de ses effets sur le marché immobilier actuel.

En fait, l'initiative de la C.S.N. aura au moins le mérite de fouetter le gouvernement du Québec pour qu'il sorte de sa torpeur et tente de stimuler l'économie, malgré ses contraintes financières.

Il est certes urgent de relancer la construction, mais faudrait élargir la réflexion à d'autres mesures susceptibles de redonner confiance aux consommateurs et aux investisseurs privés.

MICHEL AUDET

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Editeur adjoint et rédacteur en chef:

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Editeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

ANDRÉ FORGUES

Directeur de l'édition:

MICHEL AUDET

LA CUVÉE MARC-YVAN CÔTÉ



Cette peur de l'évaluation

Je m'attendais, bien sûr, à ce que la commission parlementaire qui se penche sur les cégeps nous en serve de toutes sortes. J'ai quand même été pris de court en constatant à quel point l'évaluation demeurait, aux yeux d'au moins un important regroupement d'enseignants, une menace à combattre par tous les moyens.

J'aurais compris que l'on exige une évaluation bien faite ou que l'on s'interroge sur son rythme ou sur son caractère public, mais pas qu'on rejette, globalement, péremptoirement, toute évaluation du personnel enseignant. Je ne comprends pas non plus qu'on rejette, comme s'il s'agissait d'une indignité, l'idée même d'examen s'appliquant à l'ensemble des cégeps. Qu'on en soit encore à de telles positions a quelque chose d'irréel.

Que des enseignants, pas tous heureusement, loin de là, se braquent ainsi à la seule évocation d'une évaluation qui puisse un jour s'étendre jusqu'à eux est d'autant plus inquiétant que ces mêmes enseignants, de par leurs fonctions, manient quotidiennement l'évaluation et devraient en connaître toutes les incarnations.

S'ils frémissent à l'idée de subir un jour une quelconque évaluation, demandons-nous, par conséquent, s'ils n'en sont pas restés, pour le plus grand malheur de leurs auditeurs, aux formes les plus inhumaines de la reddition de comptes. Si, par contre, ils savent évaluer les apprentissages de leurs élèves sans verser dans le sadisme et sans s'adonner à la chasse à courre, pourquoi craindraient-ils qu'on leur applique une médecine aussi douce ?

Décidément, ou bien ces enseignants ne connaissent et pratiquent que les formes punitives d'évaluation et il est temps de

Laurent

LAPLANTE



venir à la rescousse des jeunes qui leur sont confiés, ou bien ces enseignants sont familiers avec les formes acceptables d'évaluation et ils en perdent tout motif de s'y soustraire.

Se peut-il, comme voudraient nous le faire croire certains porte-parole syndicaux, que la performance des professeurs de cégep soit si parfaite qu'en faire un examen le moins critique serait une perte de temps? Encore là, on reste sidéré devant une telle argumentation.

D'une part, il n'y a pas, de ce côté-ci du ciel, de performance qui puisse se passer d'évaluation. D'autre part, des gens qui font métier d'enseigner la rigueur intellectuelle devraient au moins soupçonner que l'autocongratulation manquera toujours de crédibilité.

Faut-il, comme nous le conseillent les mêmes porte-parole, renoncer à l'évaluation en raison de son coût élevé et de priorités plus immédiates? Doutons-en! Jamais, en tout cas, l'évaluation ne coûtera à notre collectivité ce que nous a déjà coûté l'absence d'évaluation.

Quant au rejet absolu de tout examen ou test appliqué à l'ensemble du réseau collégial, lui non plus ne convainc pas. Certes, je ne souhaite aucunement que l'on retire aux cégeps la grande autonomie

qu'on leur a accordée jusqu'à maintenant: je la crois féconde et stimulante.

J'aimerais cependant que l'on vérifie au moins occasionnellement les fruits de cette autonomie. Pas chaque semaine, pas chaque mois, mais assez souvent tout de même pour identifier rapidement les sujets d'inquiétude et pour freiner les dérapages avant qu'ils emportent tout le système. Je ne vois d'ailleurs pas ce qu'il y a de déshonorant à accepter, comme éclairage supplémentaire, la comparaison avec les groupes ou les établissements comparables.

J'insiste sur un avantage majeur et pourtant négligé de l'examen applicable à tous. « Il renforce la connivence entre l'élève et l'enseignant » plus que ne peuvent le faire les tests auxquels l'enseignant soumet personnellement ses propres élèves.

Au lieu de se retrouver face à face dans un rapport vertical entre celui-qui-sait-et-qui-juge et celui-qui-ne-sait-pas-et-se-fait-juger, le professeur et l'élève deviennent, dans le cas du test universel, des associés qui ont tous deux de très bonnes raisons de s'entraider pour triompher de l'obstacle. J'ose dire que les jeunes ont grandement besoin, même si elle n'est que sporadique, de cette complicité supplémentaire.

Je n'affirme donc pas que toutes les évaluations sont légitimes ni qu'il faille se laisser bousculer par des tests qui diminueraient la liberté pédagogique ou la détourneraient de sa mission.

Je reconnais d'emblée que l'évaluation demande du doigté et de la transparence. Je sais qu'elle doit se mettre au service de la mission pédagogique, non servir avant tout le Conseil du trésor. Mais je dis qu'il en faut une.

Notre Opinion

Un pays illogique

Dix OUI ou le néant...Un combat à dix contre un et l'on a misé 300 millions de dollars là-dessus! Faut pas savoir compter.

Ce n'est pas vrai, un vote -une personne, lorsque la règle de l'unanimité des provinces prévaut. Chaque NON a un taux de probabilité dix fois plus grand de tout saccager.

La règle de l'unanimité, c'est l'égalité des provinces, c'est aussi escompter qu'il n'y aura pas un fou, pourquoi pas deux ou trois, pour tout bloquer. Meech l'a prouvé et on recommence.

N'est-ce pas la pire des injustices de se rendre compte que la règle de l'unanimité n'était pas nécessaire pour exclure 7 millions de Québécois et qu'elle est maintenant requise pour les ramener dans la girouette constitutionnelle? Ce n'est pas être minoritaire que d'être francophone au Canada et ça beaucoup de Néo-Canadiens et de Canadiens anglais ne l'ont pas compris.

C'est la pire des démagogues que de faire croire que les mêmes « boys » qui ont concocté en 1982, en 1990 et encore hier, de tels illogismes, puissent relancer l'économie...ils ne savent pas compter.

Supposons qu'il y avait une trentaine de raisons de voter NON... et c'est modeste! Chaque OUI qui n'avait qu'une signification, voit sa portée démocratique (sic) réduite d'autant.

Le référendum ne pouvait pas mathématiquement réussir. Selon les résultats reçus, au suffrage universel l'écart entre le Oui et le Non est de 9 % alors que selon la règle de l'unanimité, c'est un échec à 60 %. Même les mathématiques sont généreuses car elles ne rendent pas compte de l'étroitesse d'esprit ou des réactions dites juridiques...

L'implosion canadienne fait mal à voir. Le Canada n'est pas seulement déchiré en deux blocs, tous ces NON disparates, contradictoires, sont autant de foyers ou grondeurs d'insatisfaction et de frustration.

Les « boys » ont poussé les femmes dehors, 52 % du vote, et chez les femmes autochtones la bêtise est d'une indécence et d'une irresponsabilité morbides.

Si le gouvernement canadien n'offre pas immédiatement un traité national aux autochtones, il mérite l'enfer. Tous les éléments propres à une révolution sont présents chez ces Nations; 50 % de la population a moins de 25 ans, le taux de suicide dépasse de

six fois la moyenne canadienne, le chômage se chiffre dans les 90 %.

Ces Nations n'ont plus rien à perdre et les leaders de la génération du grand Chef Ovide Mercredi sont en nombre infime. En effet, la pyramide d'âges est inversée, par rapport à la canadienne, et il y a un énorme vacuum entre les 40 et 25 ans.

On peut facilement dire que 45 % de la population canadienne favorise la création de gouvernements autochtones alors que l'on ne peut affirmer que 54 % s'y oppose.

Rien n'empêche le gouvernement de sabrer dans l'unique Loi des « Indiens » et s'il est si fort en économie il pourra nous dire où vont les 5 milliards qui se déposent chaque année à ce seul chapitre.

C'est effrayant et énervant de voir ce que l'on a fait d'un si beau et si riche pays. On ne lui a pas donné un peuple mais des îlots de minorités qui s'entre-déchirent. Minorité sociale, minorité économique, minorité visible, c'est à qui ne serait pas minoritaire. Chacun a sa « réserve » et c'est à qui le syndrome ou le complexe de minoritaire ne confirmerait pas l'existence et le devenir.

Ce n'est pas l'entente du 28 août que Brian Mulroney devait déchirer mais bien la Constitution de 82 qui la sous-tend. Horrible héritage de Pierre-Elliott Trudeau, qui impose à l'esprit un carcan répondant à sa logique machiavélique du diviser pour régner.

L'économie et la constitution sont indissociables. Que l'on pense aux barrières inter-provinciales, à la politique monétaire, à la circulation des personnes et des capitaux, aux chevauchements et dédoublements, etc...c'est la pire des flagorneries que de dire « maintenant on va pouvoir s'occuper d'économie »...

Le référendum révèle que le Canada est une terre d'immigrants (à qui l'on n'a pas enseigné l'histoire du Canada pas plus que la philosophie) qui se fissure dans la confusion et l'incohérence et il faudra beaucoup plus qu'une constitution et une charte pour colmater les brèches.

Le Canada a débuté avec les Pères de la Confédération et non de la Fédération. Un pays qui n'est pas dépassé par l'histoire, qui n'est qu'un tissu de « minorités », n'a pas de futur.

Micheline Goulet
Ottawa

Un avenir à bâtir

Maintenant que les résultats du référendum sont connus, que certains sont soulagés et d'autres déçus, il convient de se ressaisir et de jeter des ponts de confiance entre nous et vers l'avenir.

Les fruits de ces efforts dépendront en grande partie de notre liberté de cœur et d'esprit. Dans ce contexte, la clé se situe non pas au niveau de qui a raison mais de ce qui est juste. Dans ce sens, un pays, quel qu'il soit, n'est pas plus en crise que ses citoyens ne le sont.

Passer d'un discours politique à un discours économique avec des moyens restreints ne peut se concrétiser sans un climat de confiance entre les principaux partenaires.

Notre labeur et notre créativité seront productifs à la mesure de notre volonté collective d'améliorer notre sort tout en tenant compte des générations prochaines. Le leadership dans ce sens ne peut être réservé qu'aux chefs. Des valeurs sûres reliées à un vrai sens communautaire porteront des fruits de justice sociale.

1993 sera l'année internationale des peuples autochtones. Voila une occasion pour nous de leur accorder un appui généreux face à la reconnaissance de leurs

droits fondamentaux et collectifs, tout en tenant compte des acquis des deux communautés linguistiques en place.

Bien des défis restent à relever. Les prochains mois vont, nous l'espérons, se révéler un laboratoire de responsabilité et de maturité, accompagné d'un élargissement d'esprit. C'est pourquoi un groupe de citoyens de Québec, de convictions et de milieux variés, se retrouve régulièrement depuis un certain temps pour dialoguer et réfléchir profondément. Ceci, dans l'espérance que ce qui est juste pour tous se réalise tant au Québec que dans chacune des autres provinces.

En somme, nous aurons un avenir à notre image, à l'image de notre degré de générosité de cœur et de sensibilité aux besoins du monde. Quels que soient les résultats des prochaines élections, des relais de confiance et de coopération devront exister entre nous ici et avec les provinces voisines.

Un défi de dépassement collectif au-delà des oeillères et des frontières de partis et de cultures est à relever. La qualité de nos quotidiens constitue l'assurance de notre plus bel héritage. C'est l'heure pour chacun de nous de jouer pleinement notre rôle.

Laurent Gagnon
Québec



Le président Hosni Mubarak et le ministre israélien Shimon Peres.

Israël et l'Égypte échangent des « idées neuves » sur la paix

LE CAIRE (AFP) - Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shimon Peres, a déclaré hier soir au Caire avoir discuté avec les responsables égyptiens de « démarches concrètes pour faire avancer le processus de paix sur tous les fronts ».

Sans donner d'autres précisions, M. Peres a ajouté, à l'issue d'un deuxième entretien avec son homologue égyptien Amr Moussa: « Nous avons tenté de mettre au point un agenda pour les deux prochaines semaines ».

Les négociations bilatérales en cours à Washington semblent bloquées, notamment en ce qui concerne le volet israélo-palestinien.

Pour sa part, M. Moussa a qualifié de positifs les résultats de la visite de M. Peres, affirmant que les contacts se poursuivront en vue de promouvoir le processus de paix.

Le président Mubarak avait de son côté affirmé à l'issue d'un entretien avec le chef de la diplomatie israélienne que le fossé peut être comblé entre les positions israéliennes et palestiniennes, soulignant qu'il avait évoqué avec son interlocuteur des idées à ce sujet.

M. Peres avait affirmé au cours d'une conférence de presse conjointe avec M. Moussa hier après-midi que l'Égypte et Israël sont pleins de nouvelles idées concernant les négociations israélo-arabes.

Selon des sources égyptiennes, l'Égypte tente de parvenir à une formule de compromis concernant l'autonomie palestinienne dans les territoires occupés, élaborée lors de la récente visite du chef de l'OLP Yasser Arafat au Caire.

M. Peres a quitté le Caire hier soir. Selon son programme initial,

il devait quitter la capitale égyptienne en début d'après-midi mais sa visite a été prolongée de plusieurs heures.

Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin a de son côté accusé le président syrien Hafez el-Assad de bloquer le processus de paix et de protéger des organisations ouvertement opposées à sa poursuite, dans un entretien paru hier dans le Washington Post.

Cette mise en cause intervient alors que la septième session des négociations de paix israélo-arabes doit s'achever jeudi à Washington et que l'espoir de réaliser rapidement un progrès même limité s'est considérablement réduit.

« Le président Assad n'a pas fait un pour cent de ce que le président Sadate a fait (...) pour convaincre, les peuples israéliens et syriens qu'il est bien un chef qui veut la paix », a estimé le premier ministre israélien.

Le président égyptien Anouar el-Sadate avait pris la décision historique de se rendre à Jérusalem en novembre 1977 pour finalement signer les accords de Camp David en 1978 et un traité de paix avec Israël en 1979.

M. Rabin a accusé la Syrie d'abriter des organisations qui refusent le processus de paix lancé à Madrid en octobre 1991, et il a cité comme exemple les manifestations organisées le mois dernier à Damas par dix groupes palestiniens, qui ont exprimé leur oppo-

sition aux pourparlers dans un communiqué commun le 23 septembre.

La Syrie abrite une station de radio dirigée par Ahmad Jibril, le chef du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), a-t-il également déclaré, « qui appelle les Palestiniens des territoires (occupés) à poursuivre leur soulèvement et leur actions terroristes avec comme objectif d'arrêter les négociations ».

Enfin, a estimé M. Rabin, « la Syrie ne fait rien pour empêcher le Hezbollah qui est dirigé, inspiré, financé et armé par l'Iran, de poursuivre ses actions terroristes à partir du Liban sud ».

La formation intégriste du Hezbollah, dernière milice armée à opérer librement au Liban, à partir de régions contrôlées par l'armée syrienne, s'est déclarée opposée aux négociations avec Israël.

Elle a récemment lancé des opérations dans la zone de sécurité occupée par Israël au Liban, et tiré des salves de roquettes contre le nord d'Israël. L'armée israélienne a de son côté conduit une série de bombardements aériens contre des positions du Hezbollah. La tension au Liban sud a paralysé la dernière semaine de négociations à Washington.

M. Rabin, qui a déclaré « ne pas avoir de rayon X pour connaître les véritables intentions d'Assad », a de nouveau considéré que des négociations bilatérales séparées avec les Etats arabes seraient mieux à même d'aboutir à des résultats que des discussions parallèles poursuivies en vain depuis Madrid.

L'Iran se défend bien de provoquer Israël

TEHERAN (AFP) - L'Iran est déterminé à n'employer que des « moyens légaux et légitimes » pour lutter contre Israël dans les territoires occupés et au Sud-Liban, afin de ne donner aucun prétexte aux ennemis qui cherchent à « l'isoler pour préparer une éventuelle agression », selon le Teheran Times.

Dans un éditorial, hier, le quotidien officieux dément implicitement les informations de la revue israélienne Monitir qui avait affirmé la semaine dernière que l'Iran avait conclu avec le mouvement palestinien intégriste Hamas, concurrent

de l'OLP, des accords d'aide militaire et financière.

« Bien que fermement opposés à l'occupation israélienne de la Palestine et du Sud-Liban, nous sommes déterminés à n'exprimer

cette opposition qu'à travers des moyens légaux et légitimes », affirme le TeheranTimes. « Nous comprenons bien que défer les lois internationales, quelle que soit leur équité, pourrait donner des armes à nos ennemis », ajoute-t-il.

Le journal conclut: « L'Iran n'est pas l'Irak. Nous sommes déterminés à ne pas donner aux sionistes l'occasion de nous dépeindre comme des oppresseurs ».

La Trans Sport fait sensation avec :

- Panneaux de polymère composite antirouille
- Freins antiblocage (ABS) • Climatisation électronique • Moteur V6 • Boîte automatique
- Lève-glaces électrique • Verrouillage électrique des portes • Régulateur de vitesse • Volant de sécurité autobasculant • Radio AM-FM stéréo avec lecteur de cassette • Essuie-glace à balayage intermittent • Sièges baquets inclinables
- Garantie GM TOTAL^{MC} 3 ans/60 000 km** sans franchise

PONTIAC
TRANS SPORT SE 1993

VOS CONCESSIONNAIRES

PONTIAC

BUICK

DE LA GRANDE RÉGION DE QUÉBEC

Assistance
ROUTIÈRE

*Taxes et transport en sus. Rabais du manufacturier inclus. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers. Prix applicable au modèle 1SC, 5 passagers. **Selon la première éventualité. ***L'assistance routière Pontiac est offerte sur les modèles Pontiac 1993. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec compte près de 4 000 membres qui oeuvrent à titre de gestionnaires aux divers paliers des entreprises québécoises ou encore dans les secteurs spécialisés tels le conseil en management (CMC), la planification financière (P.F.C.), ou la gestion immobilière. Ils sont tous fiers d'arborer un même titre professionnel: Administrateur Agréé (Adm.A.)



Telephone :
(514) 498-0880

Soirée de Gala
Le 28 novembre 1992
Château Frontenac,
Québec



Robert Normand



Gérald Duguay, Adm.A.

Remise des permis Adm.A. et de deux bourses d'affaires

M. Gérald Duguay, Adm.A., président de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, a le plaisir d'annoncer que M. Robert Normand, président et éditeur du journal Le Soleil de Québec, a accepté d'agir comme président d'honneur de la cérémonie de remise des permis aux nouveaux administrateurs agréés.

La cérémonie de remise des permis débutera dès 16h30. Ce prestigieux événement sera suivi d'un banquet, en présence de nombreuses personnalités du milieu des affaires québécoises. La Corporation y décernera également deux bourses d'affaires, soit : la bourse «jeune entrepreneur» et la bourse «à l'innovation».

Prenez des nouvelles

CE SOIR
18 h

de votre monde...

RENDEZ-VOUS
CE SOIR 18h
Jean Martin

SRC
TÉLÉVISION
Québec



Élections en Lituanie

Le chef communiste Algirdas Brazauskas, au moment de voter hier. Ce dernier a facilement gagné le second tour de scrutin, en Lituanie.

Un crucial débat économique fait rage à Moscou

MOSCOU - Le débat engagé en Russie sur le sort des réformes économiques a atteint un seuil crucial à deux semaines de l'ouverture du Congrès des députés russes, l'assemblée élargie à majorité conservatrice, qui impose au président Boris Eltsine des compromis politiques s'il veut franchir cette étape avec succès.

par Martine NOUAILLE
de l'Agence France Presse

Le président russe, qui a réaffirmé sa volonté de maintenir un cap libéral, entend lâcher le moins de lest possible au cours de cette étape, alors que sa base politique est étroite et que la population subit de plein fouet l'inflation galopante et la hausse du chômage.

Samedi, devant ses plus redoutables interlocuteurs, les capitaines d'industrie tout droit venus du système soviétique, réunis en congrès à Moscou, M. Eltsine a tenu le langage de la fermeté.

D'accord pour prendre ce qui est bon dans le programme de l'opposition, a-t-il dit, mais on ne transigera pas sur l'essentiel: pas question d'accepter l'hyper-inflation, pas question, notamment, de répéter l'erreur de l'été dernier où des milliards de roubles de crédits ont été accordés aux entreprises en difficulté.

La faillite de ces entreprises ne doit pas être vue avec désespoir, ce n'est pas un malheur mais le début du fonctionnement normal de l'économie, a-t-il affirmé devant un parterre réticent.

Ce débat à l'issue incertaine est suivi avec inquiétude en Occident et notamment par des institutions financières internationales qui soulignent la fragilité des succès obtenus par la première phase des réformes économiques en Russie.

Le problème de la dette de l'ex-URSS, que Moscou ne peut honorer pour l'instant, empoisonne les relations entre la Russie et ses partenaires réticents à accorder une aide économique.

Dans un article publié par Nevissimaia Gazeta, le président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) Jacques Attali a appelé cette semaine le gouvernement russe à prendre le contrôle de la situation.

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:
03909481
Sinon, composez sans frais, le
1-800-563-8688

Plus de
3 500 points
offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**

CLUB Multi points

Les négociations agricoles amorcent un dernier sprint

WASHINGTON (Reuter) - Américains et Européens se retrouvent à partir d'aujourd'hui à Washington pour tenter d'éviter une guerre commerciale transatlantique et de sauver les négociations sur la libéralisation du commerce mondial.

De précédentes tentatives de débloquer les pourparlers sur le dossier agricole ont échoué. Mais cette fois-ci, les États-Unis brandissent une menace très concrète: l'imposition le 5 décembre de droits de douanes supplémentaires sur des produits de la Communauté européenne, dont les vins blancs français, d'une valeur de 300 millions de dollars, si certaines subventions agricoles ne sont pas supprimées.

«Je pense que nous parviendrons à un accord politique avant la fin de l'année», a déclaré la semaine dernière le commissaire européen aux Relations extérieures, Frans Andriessen.

Arthur Dunkel, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui supervise les discussions entre 108 pays, a dit avoir bon espoir qu'un accord sera signé.

«La Communauté semble tout à fait prête à essayer de conclure un accord sur ces difficiles problèmes», a-t-il dit dans une interview à la radio américaine avant de partir pour Washington.

Il doit y rencontrer Carla Hills, représentante spéciale des États-Unis pour le commerce, aujourd'hui et peut-être demain.

En compagnie de Ray MacSharry, commissaire européen à l'Agriculture, Frans Andriessen discutera de son côté, mercredi et jeudi, avec Carla Hills et le secrétaire américain à l'Agriculture, Edward Madigan.

«Certains indices incitent à l'optimisme», a déclaré un expert qui suit de près les négociations depuis six ans.

Selon des spécialistes, la fin du différend agricole et la conclusion d'un accord global pourraient stimuler le commerce mondial et générer 200 milliards de dollars d'échanges supplémentaires par an.

Arthur Dunkel, qui tentera de jouer les médiateurs entre la CEE et les États-Unis, a demandé il y a quelques jours aux responsables de la Commission européenne à Bruxelles de s'entendre sur les subventions agricoles ainsi que sur un accord général avec Washington.

En dehors du dossier agricole, les négociations du GATT visent notamment à baisser les droits

de douanes sur les produits manufacturés, à renforcer la protection des licences et droits d'auteurs, à supprimer les quotas d'importation de textiles et les barrières commerciales aux services (banques, assurances, etc...).

Washington dans le courant du mois de décembre.

Le Sunday Times avait rapporté que John Major comptait se rendre aux États-Unis avant la date limite du 5 décembre pour aider à la recherche d'un compromis.

Mais un porte-parole du 10, Downing Street a expliqué que son emploi du temps ne lui permettait pas d'avancer sa visite.



Mme Carla Hills

DIS-MOI CE QUE
TU CHERCHES...

“Des amours de cadeaux!”

Du lundi
16 novembre
au samedi
19 décembre 1992

À GAGNER
10 PRIX DE
1000 \$ CHACUN
EN CHÈQUES-CADEAUX DE PLACE LAURIER

Coupons de participation
disponibles avec tout achat
chez les marchands
de Place Laurier.

Règlements officiels disponibles
au kiosque d'information
de Place Laurier.
Les gagnants devront
répondre à une question
d'habileté mathématique.

PLACE
LAURIER
PLACE AUX IDÉES
ILLIMITÉES

LA BAIE, SPORTS EXPERTS, SEARS, TOYS 'R' US, WISE, ZELLERS ET PLUS DE 350 BOUTIQUES ET RESTAURANTS DONT LA HALTE-BOUFFE.